

The Chambers Newsletter

ÉDITO

La force du discours

Mohamed Choucair



Six ministres, les instances économiques concernées par le scandale de l'alimentaire, et plusieurs entreprises pénalisées pour non-conformité aux normes alimentaires, se sont réunis à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban pour dire leur mot dans cette affaire qui agite l'opinion publique. La Chambre de commerce devait instantanément répondre à l'appel du secteur privé, et aucun des ministres concernés de près ou de loin ne s'est dérobé, malgré un préavis de seulement 24 heures.

On pouvait s'attendre à une confrontation entre le pouvoir et les associations économiques, entre l'opinion publique et les secteurs de production, et même entre le 14 et le 8 Mars. Il n'en fut rien. Un discours calme, pondéré, réfléchi, mais engagé, a plané sur toute la séance. Peu importe qui a dit quoi, l'essentiel est dans ce qui a été re-

connu et adopté par l'ensemble, et qui a donné lieu à une feuille de route commune, que le pouvoir et les secteurs économiques vont mettre en application pour rétablir la confiance dans les plus brefs délais

Nous avons rappelé qu'à la chambre nous avons été les premiers, bien avant le ministère de la Santé, à stigmatiser la corruption alimentaire et à annuler l'enregistrement des contrevenants. Cette tribune devait permettre non seulement d'appréhender les faits et leurs conséquences, mais surtout de déterminer les moyens de remédier à la situation endéans un ou deux mois au maximum.

Les fautes attribuées à certains traiteurs, restaurants, supermarchés ou autres professionnels de la chaîne alimentaire, ne sont pas propres au Liban; elles ont été également constatées dans la plupart des pays du monde à divers degrés.

Parfois elles font la une des journaux mais il arrive aussi qu'elles soient sanctionnées dans la discrétion.

Le Liban avait besoin d'un choc psychologique pour mettre un frein au «laisser-faire», et pas seulement de la part du secteur privé. Dans cette affaire, la presse s'est avérée un «allié responsable». Si l'eau a pollué fruits et légumes, c'est qu'aucun projet d'irrigation n'a été réalisé depuis de longues années. Le projet d'abattoir, prêt depuis quatre ans, subit un blocage depuis lors, sans que rien n'ait été fait pour contourner cette situation. Le ministère de la Santé n'a plus le choix que de le fermer.

La grande question. Qu'allons-nous faire pour informer, financer, éduquer, planifier, former? Ce fut l'objet d'une charte fruit d'un dialogue de plusieurs jours entre le secteur public et le secteur privé, annoncée au terme de cette réunion.

Voilà ce que peut produire une coopération sincère et efficace entre le secteur public et le secteur privé. Il est vain de nier l'évidence ou de protester, il faut agir. Aujourd'hui, on peut être sûr que la chaîne alimentaire a gagné en salubrité au Liban, ce qui constitue une garantie pour le citoyen et un élément favorable pour le tourisme.

On peut dire aussi que cette réunion est «fondatrice» et établit un véritable partenariat public-privé. La chaîne alimentaire engage les deux, et à terme, le progrès n'est possible que si les deux parties remplissent leur fonction.

Souhaitons qu'un tel dialogue modifie le discours politique, et réduise les blocages insensés qu'affronte la société civile, afin de retrouver un État capable de défendre le pays et de ramener la quiétude et la croissance

INDEX

Alain Hakim: Avoir un Liban normal qui respecte les échéances



CCIA-BML



- P02- Restaurants: les mal-aimés du
- P03- Alain Hakim: Avoir un Liban normal qui respecte les échéances
- P04- En période de fêtes, que prévoient les commerces et les hôtels pour contrer la baisse du pouvoir d'achat des citoyens?
- P05- Pourquoi la balance des paiements est-elle toujours déficitaire?

FCCIAL



- P06- Quand le Salon du livre francophone et le Marathon de Beyrouth font oublier la crise
- P06- Le Liban présent à la cinquième réunion du réseau d'arbitrage des centres méditerranéens



Needs .

- P07- Où vont les 7 milliards de dollars envoyés chaque année par les émigrés?
- P08- Un tiers des Libanais ne planifient pas pour leurs retraites
- P09- Beyrouth, 14e ville la plus chère au monde pour les expatriés!
- P10- Comment se portent les exportations industrielles?
- P11- Infos en bref
- P12- The Beirut Cooking Festival
- P12- MedDiet and Enhancement of Traditional Foodstuff at Beirut Cooking Festival 2014
- P13- LACTIMED at the Beirut Cooking Festival
- P13- UNIDO to launch a new Cultural and Creative Industries' Cluster

Developing a Green Lebanon

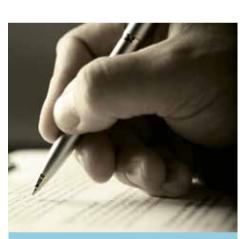


- P14- Investing in Lebanon
- P14- Grape farmers in Rashaya BEKAA
- P15- Caring for Special Kids' Needs

CCIA-BML



- P16- Developing a Green Lebanon
- P17- A Green initiative within another
- P18- Well Being Index in Lebanon: 45% are «suffering» in terms of «financial well-being»
- P19- Exhibitions & Business Opportunities
- P19- Lebanon in Figures
- P20- Conferences



ECONEWS est à la recherche de journalistes en free-lance pour écrire des articles en français et en anglais.

Les candidats intéressés sont priés de nous contacter au: 01/353390 ou 1314 ext:162

email: econews@ccib.org.lb

ECONEWS is looking for skilled freelanced journalists to write articles in English and French languages.

For interested candidates, please call us on:

01/353390 or 1314 ext: 162

email: econews@ccib.org.lb

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS. The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.



Restaurants: les mal-aimés du tourisme

Sur dix restaurants qui ouvrent, huit disparaissent au bout d'un an. En fait, bien plus, si l'on compte les anciens, ceux qui ont connu leurs heures de gloire mais qui se trouvent soudainement épuisés. Quelles sont les raisons de ce désamour?

Après le Buddha Bar, le Hard Rock Café et Yabani Sodeco plus récemment, la fermeture de grands noms du secteur de la restauration et du tourisme au Liban s'accélère. Et pour cause: un ralentissement économique sans précédent. La campagne menée par le ministre de la Santé, Waël Bou Faour, contre tous les établissements, restaurants, fastfoods et magasins, ayant enfreint les normes d'hygiène alimentaire et sanitaire exigées, n'a fait qu'empirer la situation. Mieux encore, la fermeture des enseignes ouvertes sans permis commercial et celle de l'abattoir de Beyrouth... Un scandale qui ne risque pas d'arranger de sitôt le tourisme, et encore moins la confiance des citoyens et des investisseurs dans un des secteurs les plus convoités de Beyrouth. Mais ce sujet ne date pas d'hier, et il était temps de sévir pour redorer le blason du secteur sur le long terme.

Mais déjà avant ce scandale alimentaire, le phénomène de «clé sous la porte» semblait plus systématique chez les restaurants que les hôtels, le transport et le commerce de détail, même si tous ont pâti, ces trois dernières années, d'une baisse drastique du flot habituel de touristes. En réalité, les émigrés sont les seuls qui ont continué à venir en masse au Liban. Mais ces derniers, bien établis, que ce soit à Beyrouth ou dans le reste du pays, sont presque considérés comme des résidents. S'ils vont un jour par semaine au restaurant, le touriste, lui, s'y rend deux fois par jour. Cet élément est d'une importance capitale.

Le restaurant qui affiche des spécialités trouve très peu de clients parmi les rares touristes. Ceux qui ont résisté à la crise économique se sont transformés en «généralistes» et offrent une grande variété de cuisines, afin de plaire à la clientèle la plus large. Ceci ne peut se faire qu'au détriment de la qualité et des coûts.

Just Falafel, qui perdait de l'argent

à Beyrouth, a couvert ses frais en ouvrant pas moins de 30 franchises dans le monde; de Londres, à Toronto, au Canada en passant par la Californie, USA, les pays arabes et le Golfe (Dubaï, Qatar, Arabie saoudite, Égypte). Dans le même domaine, une entreprise artisanale résiste aussi. Tous les frais généraux que supporte une entreprise qui veut se développer n'existent pas chez cette dernière.... Cela fait partie des facteurs qui permettent d'expliquer sa résilience économique.

Des enseignes telles que le Casablanca, dans le cœur de Beyrouth, le Sô ou le Beirut Cellar d'Achrafieh s'adaptent du mieux qu'elles peuvent pour résister à la crise. Mais le jour où le tourisme reprendra au Liban, on aura le sentiment d'un véritable gâchis car dans un marché mûr, seuls les concepts spécialisés ont un pouvoir d'attraction sur le touriste.

ALORS POURQUOI LES RESTAURANTS CONTINUENT-ILS À OUVRIR?

L'hospitalité en général et la restauration en particulier sont un métier avant d'être un investissement. Et le Liban a toujours été une adresse incontournable pour les amateurs de goûts et de luxe, et ce malgré toutes les intempéries politico-sécuritaires qui continuent de secouer le pays du Cèdre. De plus, les professionnels ont cette faiblesse de croire qu'ils peuvent se défendre mieux que d'autres, et que tout est une question de «management». Entre la décision d'investir et la réalisation du projet, il s'écoule un à deux ans. Le marché où le projet a démarré n'était pas aussi difficile, et la foi du promoteur ne lui permettait pas d'entendre raison. Mais, confronté aux dures réalités du terrain et de la concurrence, le projet n'a pas tenu. Un fonds de commerce peut fonctionner avec un personnel très restreint, un restaurant réalisant le même chiffre doit gérer une armée. L'investissement par travailleur dans la grande distribution peut atteindre dix fois celui d'un restaurant développant le même chiffre d'affaires. Il est évident qu'en ce moment, le mouvement connaît un ralentissement notoire, plein d'incompréhensions.

Or les restaurants qui ont réussi sont devenus des concepts franchisables. «Aujourd'hui la franchise au Liban c'est 4% du PIB, une contribution de 1,5 milliards de dollars dans l'économie libanaise, 99 000 emplois, 1 100 concepts à travers plus de 5 500 points de vente», rapporte l'étude de la LFA Capacity building

2013 (l'étude de l'Association libanaise de la franchise.). Toujours de même source, il s'avère que malgré l'exception de taille qui mérite d'être soulignée, «le Liban est le seul pays créateur et exportateur de concepts de franchise dans tout le monde arabe». Auparavant, Beyrouth attirait les touristes des pays arabes et du Golfe séduits par nos concepts. Aujourd'hui, c'est le Liban et ses concepts qui s'exportent vers eux, suite au boycott sécuritaire qui leur avait été imposé.

Depuis, un bon nombre de franchises ont traversé la frontière et coulent des jours heureux dans les pays du Golfe notamment Sultan Ibrahim, Bourj el-Hamam, Abdel Wahab, Semsom, Dunkin Donuts, Wooden Bakery, Shawarmanji, Mayrig, Em Sheriff ou encore le Music-Hall qui a aussi ouvert ses portes à Dubaï. Il y a aussi le concept Liza qui a d'abord conquis Paris et qui a récemment ouvert dans le pays natal à Beyrouth. Or une franchise a besoin avant tout d'un port d'attache. Certains supportent donc des pertes locales pour exister à l'international.

MANAGEMENT ALÉATOIRE

Dans ces circonstances délicates, les concepts qui se développent sont hybrides et tirés vers le bas, qu'il s'agisse de brasseries qui s'ouvrent à la cuisine internationale, de multi concepts, de sandwicheries. Tous visent la clientèle locale pour durer. Ce ne sont plus les restaurants haut de gamme qu'on trouvait habituellement à Beyrouth.

Rappelons que la période d'or de la restauration, c'était avant 2011, avec un record en 2009, le Liban présentait alors toutes les apparences du marché qui a muri. Ce retour en arrière est une grande déception. Des enseignes prestigieuses, qui faisaient la gloire du centre-ville, se sont éteintes. Il serait difficile de les rallumer. Le personnel qualifié, lassé d'attendre, s'est expatrié. Il est difficile de le remplacer, il n'est pas facile non plus de former de nouveaux.

Un distributeur de champagne affirme que son chiffre d'affaires aujourd'hui est le cinquième de ce qu'il était en 2010. Le ticket moyen dans les restaurants de luxe est passé de 60 à 45 dollars. Sur cent restaurants qui ouvraient à Beyrouth, on en trouvait trente gastronomique. Aujourd'hui ils ne sont plus que dix. Les quatre-vingt-dix restants se consacrent désormais au «Fast-Food».

Entre 2005 et 2008, les forces vives du métier, les 25/35 ans, ont



émigré en quête d'environnements plus stables où ils pouvaient exercer leur métier en toute sécurité. De 2009 à 2011, la tendance s'est inversée. Le Liban présentait alors à nouveau de grandes opportunités pour ce secteur, désormais en pleine expansion, et qui présente toutes les caractéristiques d'un marché mûr qui ne demande qu'à se développer, avec des spécialités du monde entier, et des chefs recrutés à prix d'or. En 2012, nous avons assisté au retour du syndrome de 2005.

L'AVENIR DE LA RESTAURATION AU LIBAN

Quoiqu'on en dise, la restauration est l'un des piliers du tourisme, et il ne fait pas de doute qu'avec une stabilisation de la conjoncture et le retour des touristes, les restaurants retrouveront des couleurs. Cependant, il est permis de se demander si la formule libanaise totalement orientée vers le tourisme de luxe est la bonne? Elle s'est avérée ingrate. La diversification est de rigueur. Car le tourisme de masse est florissant dans la région. À titre d'exemple, une semaine dans une station balnéaire en Turquie coûte billet d'avion compris - moins de 1 000 dollars. C'est une formule qui attire beaucoup de monde. Jadis la distance était prohibitive pour le tourisme de masse, elle ne l'est plus désormais, surtout avec les charters et le transport aérien «low cost».

En somme, le retour du tourisme de luxe est le bienvenu, mais l'État doit songer au tourisme de masse et planifier une «chaine de valeur» qui couvre la promotion du Liban à l'étranger, les transporteurs aériens, les taxis à l'aéroport, etc. Bref, une offre diversifiée qui couvre toutes les formes de tourisme disponibles, de l'oenotourisme au tourisme rural en passant par le tourisme médical. Celle-ci peut en outre créer de nouveaux concepts qui mettent aussi en valeur la richesse du patrimoine libanais et qui soient attractifs en termes de rapport qualité-prix, avec des packages attrayants. •



Alain Hakim: Avoir un Liban normal qui respecte les échéances

Marilyne Jallad

Le ministre de l'Économie et du Commerce appelle une fois encore à l'élection d'un président de la République, condition sinequanone d'une stabilité économique et financière et d'une continuité politique. Même si l'année qui s'achève a été difficile, Alain Hakim qualifie notre économie de «résistante et résiliente».

À la veille de la nouvelle année, l'économie libanaise souffre d'une baisse de la confiance, de la croissance, ainsi que du poids économique des réfugiés syriens. Comment y remédier à court et moyen terme?

Nous venons de rentrer d'un voyage en Belgique où nos discussions avec nos partenaires européens ont porté sur la situation économique au Liban et aussi sur ce qui se passe en Europe et dans certains pays en particulier. Oui, il est vrai que le Liban traverse une situation difficile mais néanmoins positive et nous ne pouvons que nous en féliciter pour le moment. L'année qui s'achève fut ardue mais nous connaissons un taux de croissance estimé à 1,5% qui devrait atteindre les 2% d'ici fin 2014 et qui pourrait être légèrement à la hausse même en 2015. Ceci est dû en grande partie à un critère principal qui est la consommation interne, alimentée par un secteur financier solide, certains secteurs d'activité comme l'immobilier et le transfert d'émigrés. Ce sont ces trois grands piliers qui nous permettent d'avoir une économie de résistance et cette résilience que nous avons. Par ailleurs, évidemment qu'il y a certains points négatifs. En premier lieu, et j'insiste sur ce point, il s'agit de la non élection d'un président de la République qui est la garantie d'une confiance, d'une stabilité et d'une continuité. Nous ne faisons que le répéter. Hélas, je ne vous dis pas la honte que nous sentons en tant que responsables, lorsque nous sommes devant les instances internationales, lorsqu'ils nous reprochent la prorogation du parlement et le fait de ne pas avoir de budget depuis 2005. Je rougis et j'ai honte, je baisse la tête, moi ministre de l'Économie et du Commerce devant nos hôtes lors de mes divers déplacements à l'étranger notamment à Bruxelles.



Redynamiser la consommation et protéger le consommateur sont vos priorités ministérielles. Un sujet brulant! Où en êtes-vous de ces deux objectifs?

Plutôt que de parler de priorités, je préfère parler des faits et de la réalité. En premier lieu, la consommation a augmenté. L'appel a été entendu ainsi que nos efforts accomplis au niveau de la diplomatie économique et de la consommation interne pour «libaniser» notre économie. Sur les neuf premiers mois de l'année, nous avons observé une augmentation qui dépasse les 4%. Aussi, au niveau de la protection du consommateur, nous avons amélioré la communication entre nous et le citoyen avec différents moyens mis en œuvre à cette fin. En premier lieu nous avons mis à la disposition des citoyens une application pour leurs téléphones mobiles (portable) qui leur permet d'avoir une meilleure gestion de leurs pertes journalières. Avec, en plus, un contrôle assez rigoureux au niveau des prix. À titre d'exemple, il n'y a pas eu, au cours de Ramadan, de grand problème au niveau du contrôle des prix. Aujourd'hui même, nous suivons de manière importante la grille des salaires qui allait être augmentée, et à ce sujet nous avons demandé des réunions pour contrôler les prix à l'avance. Mais la hausse de la grille des salaires n'est pas entrée en vigueur. Pour la période prochaine, nous prévoyons des réunions avec les personnes concernées pour créé un genre d'éthique nationale au niveau des prix. Or, comme vous le savez, nous avons une économie libre qui ne nous permet pas de gérer les prix mais néanmoins on peut exercer un certain contrôle. Dans le cas de la question de la sécurité alimentaire, je maintiens ce que j'ai déjà dit: nous devons poursuivre ce dossier comme il a été remis dans l'ordre à travers le Conseil des ministres avec un mécanisme qui a repris son cours dans l'union des rangs.

De nombreux observateurs estiment que le ralentissement économique observé depuis 2011 est le pire. Les secteurs sont tous touchés, en particulier le tourisme et les services. Solutions?

Nous importons 90% de ce que nous consommons, ce qui implique donc que la machine économique en général au Liban n'est pas créatrice de richesses. Actuellement, nous n'avons pas d'investissements, les travailleurs étrangers renvoient leur argent à l'étranger, il y a donc certaines lacunes que nous devons résoudre le plus rapidement possible. Les solutions préconisées? Un de mes chevaux de bataille, et aussi du ministère, est de développer les partenariats publics-privés (PPP) qui sont essentiels. Nous nous sommes déjà réunis à ce sujet et une autre réunion est en suspens car malheureusement les priorités sécuritaires ont pris le pas et, de plus, je ne suis pas seul dans ce projet. Le deuxième point salvateur est de faire des réformes administratives et économiques indispensables, et en premier lieu au niveau du secteur public en rémission de ce qui va se passer avec la grille des salaires et nous le répétons cette dernière ne doit pas avoir d'impact négatif sur l'économie et le secteur privé. En troisième lieu, il faut stimuler l'investissement interne avec en particulier autant que possible mon deuxième cheval de bataille que sont les PME au Liban.

Selon les chiffres du Fonds Monétaire International (FMI) et du ministère des Finances, le déficit budgétaire devrait dépasser les 5 milliards de dollars d'ici la fin de l'année. Un chiffre record. Dans ce contexte, comment maintenir la stabilité financière?

Je vais revenir sur le point le plus important à savoir l'élection d'un président de la République. Sans président de la République nous sommes confrontés depuis des mois déjà à des répercussions directes et indirectes au niveau logistique, légal et administratif en particulier. Vous ne pouvez pas vous imaginez les problèmes que nous avons au niveau du gouvernement. L'élection d'un président donnerait automatiquement une continuité politique et administrative à l'État Libanais et limiterait et éviterait autant que possible la corruption et le gaspillage. Cela économiserait des sommes inimaginables à ce niveau-là. En troisième point, nous revenons aux PME et dans ce contexte de réformes administratives du secteur public, une économie totale permettrait une amélioration de la productivité qui est le jeu de l'Etat libanais.

Avec votre enrichissant parcours professionnel dans les secteurs financiers, celui des affaires et le monde académique et vos qualités d'homme d'action transparent et optimiste, quels outils de travail du secteur privé utilisez-vous pour moderniser le secteur public?

En une seule phrase je dirais: la gestion des hommes au niveau du secteur privé et public est la clé de tout. Nous parlons d'esprit d'équipe, de motivation, d'organisation et de procédure....chose dont l'Etat et le secteur public ont grandement besoin. Le tout avec une communication adéquate vis-à-vis des gens, un point très important.

Comment fonctionne un Conseil des ministres dans ces circonstances absurdes de seconde auto prorogation du Parlement et une vacance à la tête du pays qui perdure?

Je n'aime pas les compliments mais je ne peux pas ici ne pas mentionner le travail remarquable accompli par notre Premier ministre. Nous avons beaucoup de chance d'avoir à la tête du gouvernement un homme comme Tammam Salam. Il gère les choses du mieux qu'il peut en l'absence d'un président. Même si nous ne fonctionnons pas à 80% ou 90% mais dans l'état actuel des choses le fonctionnement du gouvernement est déjà louable au niveau sécuritaire et administratif en particulier.

Vous avez récemment présidé la délégation d'hommes d'affaires qui s'est rendu en Russie pour amorcer une coopération commerciale bilatérale. Qu'en est-il de votre relation avec les instances économiques ?

Ma relation avec les organismes économiques est positive car mon ministère est leur ministère de tutelle. De plus un des grands piliers de notre économie libanaise est son secteur privé. Et ces derniers ont une initiative personnelle que je tiens à saluer. Bien entendu, ces commerçants font leurs intérêts à travers ces voyages mais ils font aussi l'intérêt de la nation. Je remercie des hommes comme Jacques Sarrat, Adnane Kassar et Mohamed Choucair que nous avons aujourd'hui et qui permettent à l'économie libanaise de se maintenir et d'être résiliente.

Un mot ou souhait pour 2015?

Avoir un Liban normal. Ne plus remettre en doute les échéances, ne plus remettre en doute que nous n'avons pas de président ou de Parlement. Ne plus remettre en doute que nous n'avons plus d'électricité. Ce sont des affirmations et non des doutes. Avoir une affirmation, un Liban normal et florissant.



En période de fêtes, que prévoient les commerces et les hôtels pour contrer la baisse du pouvoir d'achat des citoyens?

Avec le ralentissement économique qui sévit depuis 2011, les fêtes de fin d'année ne permettent plus aux commerçants ni aux hôtels de rentabiliser. Désormais, pour survivre, ils sont obligés de faire toute sorte de promotions pour contrer la baisse des ventes et essayer de réduire un peu leurs pertes. Les promotions ont tout envahi: nos rues, avec un affichage publicitaire anarchique, nos smartphones, avec un matraquage constant de sms, et les réseaux sociaux.

On ne peut pas dire que cette fin d'année ressemble à celles des années dites «de croissance économique» où les taux de croissance avoisinaient les 8%. Actuellement, nous ne dépassons plus les 1,5%. Déjà, l'année 2013 avait été difficile avec la fermeture de plusieurs établissements commerciaux, prestigieux hôtels et restaurants. Que dire alors de cette fin d'année 2014? À l'approche des fêtes, les Libanais peinent à boucler leurs fins de mois et à supporter les charges. Et les cadeaux... ? Ils passent en dernier dans leur agenda!

L'ACTIVITÉ COMMERCIALE EN RECUL DE 35% EN TROIS ANS

Baisse de moitié du tourisme depuis près de trois ans, conjoncture politico-sécuritaire des plus tendues, tous pâtissent de cette situation. Rappelons que, récemment, lors d'une rencontre avec le ministre des Finances, Ali Hassan Khalil, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, avait notamment déploré les effets négatifs d'une conjoncture politique et sécuritaire qui a fait reculer l'activité commerciale «de 35 % en trois ans». Ce constat délivré par le président de l'ACB s'était basé sur les chiffres des commerçants représentés par l'Association. Nicolas Chammas a aussi pointé du doigt l'augmentation des charges qui pèsent sur les commerçants. Une situation qui, à terme, «oblige beaucoup d'entre eux à hypothéquer leur fonds de commerce ou à avoir recours à un emprunt», avait-t-il ajouté. Le président de l'ACB a cependant pu obtenir un geste en faveur des commerçants de la part du ministre des Finances qui a accepté d'assouplir temporairement la collecte de la TVA, de l'impôt sur le revenu ainsi que d'autres taxes auxquelles sont soumis les commerçants. Il faudra toutefois attendre l'année prochaine pour voir cette mesure se concrétiser.

Une première épine a donc été ôtée aux pieds des commerçants. Mais c'est surtout le tempérament battant de ces derniers qui prévaut. Un com-

merçant de vêtements qui a pignon



sur rue confie: «Que voulez-vous que je vous dise, nous sommes devenus des spécialistes en gestion de crise!», lance-t-il d'un air faussement amusé. Exerçant depuis plus de 40 ans dans le secteur du textile et de la vente, il ajoute: «Nous essayons de rebondir malgré les pertes annuelles et les répercussions négatives de la situation économique difficile que nous subissons». Optimiste, il affirme ensuite que «si la situation politique et sécuritaire se stabilise, la croissance économique reprendra de plus bel». Mais s'il tire son épingle du jeu mieux que d'autres, c'est aussi parce que son enseigne est une franchise ouverte dans d'autres pays de la région. Ce qui n'est pas le cas d'un autre commerçant, nettement plus pessimiste et inquiet: «Comme vous pouvez le voir sur la vitrine, nous proposons des promotions qui vont de 20% à 40% du prix d'achat, et ce en plein mois de novembre. C'est impensable!». Il rappelle alors que ces quatre dernières années, malgré une situation difficile, les pertes étaient amoindries grâce aux ventes en saison de fêtes. «À présent nous faisons des promotions et des soldes car la population peine financièrement et les touristes ont diminué de presque moitié», poursuit-il. Il ajoute qu'il regrette les années 2009-2010, quand «ses magasins ne désemplissaient pas et que c'était un défilé d'acheteurs des pays arabes et du Golfe et d'expatriés présents en

plus grand nombre».

MÊME LA FÊTE DE L'INDÉPENDANCE DU 22 NOVEMBRE EST EN «PROMOTION»

En effet, nous avons rarement vu au Liban des soldes d'hiver avant le mois de janvier! Certains commerçants ont innové en utilisant la fête de l'Indépendance du 22 novembre pour attirer la clientèle avec des publicités attractives ornant les rues beyrouthines. À titre d'exemple, le City Mall, sur

ses pancartes publicitaires titrait: «Des promotions spéciales fête de l'Indépendance». Le supermarché Carrefour lui aussi proposait des prix spéciaux sur certains produits comme le vin, le jambon de

PROMOTIONS ALLÉCHANTES SUR LES VITRINES DES MAGASINS ET SMS SUR VOS SMARTPHONES

Bayonne et les merguez.

Autre fait surprenant, pas un jour ne s'est passé au mois de novembre sans recevoir sur nos smartphones des offres. Un point partagé par tous les citoyens rencontrés qui, pour beaucoup, se disent exaspérés de ce matraquage publicitaire. Pour attirer la clientèle, les messages sur mobile sont de plus en plus ciblés. Tous utilisent désormais les réseaux sociaux pour toucher un plus grand nombre de consommateurs. Le Mall de l'ABC a aussi proposé aux détenteurs de sa carte fidélité 10% de réduction sur tous les achats effectués le lundi. La Galerie Vanlian, spécialisée en accessoires maison et ameublement, a fait jusqu'à 43% de remise sur quelques jours du mois de novembre. Même le secteur automobile a trouvé des astuces pour pousser le Libanais à l'achat en lui proposant une offre sur une période limitée et cinq ans d'entretien gratuit. Les exemples de promotion sont trop nombreux pour les citer tous mais elles font l'unanimité dans les rangs des commerçants.

LES HÔTELS FONT DE LA RÉSISTANCE

C'est sans doute la première fois que je vois un diner proposé à moins de 100 dollars dans un hôtel quatre étoiles cossu de la capitale en plein mois des fêtes, avec au menu: champagne, fois gras, etc. C'est dire que le secteur se porte bien mal! Pourtant le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, se veut rassurant en affirmant que «le nombre de visiteurs a augmenté de 25% durant la saison estivale dernière, en comparaison avec l'année précédente, assurant aussi que les réservations des hôtels étaient relativement bonnes malgré les craintes». Or les hôtels ne se portent pas bien pour autant. Après la fermeture d'établissements et parfois d'étages entiers de certains grands hôtels, certains ont baissé les prix des chambres pour attirer les clients. De plus, sachant que les expatriés libanais ont généralement un pied à terre dans le pays, les hôtels comptent sur les ressortissants arabes et des pays du Golfe pour relancer le tourisme. Rappelons que ces derniers reviennent timidement après un long boycott sécuritaire. Mais cela suffira-t-il? Néanmoins, il est nécessaire de préciser que le ministre du Tourisme tente d'aider le secteur en proposant un programme lancé en coopération avec la MEA pour assurer, à moins de 1 000 dollars, un séjour d'une semaine au Liban. Malgré cette bonne volonté, et selon un sondage effectué par Ernst & Young, le taux d'occupation des hôtels de Beyrouth est le troisième le plus bas parmi 16 villes du Moyen-Orient. Quant au prix moyen par chambre, il s'est élevé à 162 dollars (de janvier à septembre 2014), ce qui place les hôtels de la capitale dans le top 10 des plus chers de la région. L'activité hôtelière, à l'image de celle du Liban, semble alors extrêmement fébrile. L'hôtelier interrogé assure que «toute prévision à moyen ou long terme relève donc du défi pour ce secteur, alors que son potentiel de développement est grand et c'est bien dommage».

Un autre précise que, malgré la conjoncture difficile, cela n'atteindra pas les atouts de séduction des Libanais et de leur hôtels à savoir: l'hospitalité à la libanaise, la diversité des sites touristiques, les événements culturels et les festivals, ainsi que la vie nocturne. •

Pourquoi la balance des paiements est-elle toujours déficitaire?

Bachir El Khoury

Depuis 2011, la balance des paiements accumule les déficits, après plusieurs années de généreux excédents. Cette année, le solde négatif est encore au rendez-vous. Pourtant, les flux financiers ont repointé le bout de leur nez. Explications.

Malgré une amélioration des flux financiers durant l'année en cours, la balance des paiements, l'un des indicateurs clés de l'économie locale et de sa «viabilité», continue d'afficher un solde négatif depuis le début de 2014, en phase avec la tendance des trois dernières années.

Les flux en provenance de l'étranger ont en effet augmenté de 7% au cours des neuf premiers mois de l'année, sans que cela ne produise d'effet majeur sur la balance des paiements, laquelle accusait un déficit de plus de 300 millions de dollars fin septembre. Cette situation, que certains qualifieraient de paradoxale, n'est autre que le résultat d'un déficit commercial qui ne cesse de se creuser, neutralisant l'amélioration des flux étrangers.

Mais quel rapport entre ces deux variables économiques? Et pourquoi le déficit commercial augmente-t-il autant? Pour répondre à ces questions, un petit retour aux sources s'impose: la balance des paiements est, par définition, le solde comptable de l'ensemble des échanges de biens, services et capitaux entre les agents économiques d'un pays et le reste du monde. Il s'agit de la synthèse entre trois balances: la balance courante (qui est une expansion de la balance commerciale), la balance des capitaux (transferts en capital) et la balance financière (investissements directs ou de portefeuille, etc.). En termes moins économiques, la balance des paiements est donc une sorte d'entonnoir dans lequel sont stockées toutes les «entrées» d'argent et duquel sont extraites toutes les «sorties» matérielles. Lorsque l'entonnoir est vide, cela signifie que le pays est en situation de déficit net. Lorsqu'il est rempli, le pays peut souffler: si des déséquilibres macroéconomiques persistent, comme cela est le cas au Liban (inflation, chômage, déficits externes), ces derniers restent relativement gérables car «comblés» par un excédent matériel.



Telle était la situation du Liban pendant plusieurs années, avant que le pays ne bascule dans le rouge depuis le début de la crise syrienne. D'un excédent de 3,5 et 3,3 milliards de dollars en 2008 et 2010, culminant même à 7,9 milliards en 2009, le solde de la balance des paiements est passé à un déficit de deux milliards de dollars en 2011, avant que le solde négatif ne s'estompe légèrement, à 1,5 milliards en 2012 et 1,1 milliard I'an dernier. Cette volteface, l'une des plus marquante et des plus dangereuse de l'histoire économique contemporaine, a sans doute été catalysée par une chute importante des entrées financières dans le pays, à l'ombre du conflit voisin. Qu'il s'agisse d'investissements directs étrangers (IDE), d'exportations ou de recettes touristiques, les principales sources de cet «entonnoir», qui protégeaient jusque-là l'économie locale contre tout effondrement, se sont progressivement asséchées à cause de l'instabilité politique et sécuritaire

Une situation que beaucoup d'économistes considèrent comme fort inquiétante, d'autant qu'elle s'associe à une forte dégradation du déficit public. Celui-ci est prévu de dépasser les cinq milliards de dollars cette année, contre un peu plus de deux milliards en 2011...

UN DÉFICIT COMMERCIAL QUI NE CESSE DE SE CREUSER

Mais le passage de la balance des paiements du vert au rouge n'est pas uniquement le résultat d'un tassement des investissements étrangers – ceux du Golfe en tête - ou d'un recul du nombre de touristes. Il est aussi la conséquence d'un déficit commercial qui n'a cessé de s'élargir au cours des trois dernières années et qui a creusé, par la même occasion, la balance courante.

Celui-ci est en effet passé de 13,7 milliards de dollars en 2010 à 17,3 milliards de dollars l'an dernier, soit une augmentation de 3,6 milliards de dollars (+26%), sous l'impulsion d'une baisse des exportations, couplée à une hausse des importations.

La valeur des produits importés a en effet augmenté de 18 milliards de dollars en 2010 à 21,2 milliards de dollars en 2013, tandis qu'au cours de la même période, les exportations ont reculé de 4,3 à 3,9 milliards de dollars.

Dans le détail, la trajectoire est toutefois plus nuancée que le résultat final: en 2010, le pays était encore sur une pente ascendante, dans le sillage des années post-accord de Doha. Les exportations avaient alors augmenté de 22%, à 4,3 milliards, contre une hausse de 10,6% des importations (lesquelles avaient pesé davantage en valeur absolue, creusant ainsi le déficit). En 2011, dans la foulée du printemps arabe et du début de la crise syrienne, la situation a commencé à s'inverser: les exportations ont stagné, tandis que les

importations ont encore progressé, augmentant de 12,2% en rythme annuel. L'année suivante, les exportations ont quelque peu repris (+5,1%) sans produire d'effet positif sur la balance commerciale, en raison d'une nouvelle hausse des importations (+5,6%). Quant à l'année 2013, elle s'est soldée par une baisse de 12,2% des exportations, couplée à une stagnation des importations.

Cette tendance semble se poursuivre en 2014, de manière même accélérée ; si les importations ont reculé de 1,1% jusqu'à fin septembre, probablement à la faveur d'une baisse de la demande locale ou de l'affaiblissement du taux euro/dollar et de la chute des cours mondiaux de pétrole (qui ont perdu en moyenne plus de 30% de leur valeur depuis mai), les exportations ont connu, elles, l'une des plus fortes contractions depuis 2011, perdant 20% sur un an, pour totaliser 2,5 milliards de dollars fin septembre, contre 3,2 milliards au cours de la même période de l'an dernier.

Cette baisse est notamment le résultat d'une chute de 59,2% des exportations à destination de la Syrie, et de 57,9% des produits écoulés sur le marché suisse, mais aussi d'une baisse des exportations vers le Nigéria (-27,6%).

Plus ou moins prévisible dans le cas syrien, ce recul l'est moins dans le cas suisse... Quoi qu'il en soit, le risque est que les exportations reculent davantage d'ici la fin de l'année, et que le déficit commercial se creuse encore plus. Cela masquerait totalement la légère amélioration des flux financiers. Le scénario le plus dangereux, à méditer pour 2015, reste néanmoins un élargissement supplémentaire du déficit, combiné à un nouveau recul des entrées financières, en cas d'éventuel choc politique ou sécuritaire... le déficit de la balance des paiements dépasserait dans ce cas le pic des deux milliards de dollars, sonnant sans doute le glas de l'économie libanaise.

Évolution de la balance des paiements et du déficit commercial depuis 2010 (milliards de dollars):

	2010	2011	2012	2013	2014 (fin septembre)
Balance des paiements	+3,3	-2	-1,5	-1,1	-0,3
Déficit commercial	-13,7	-15,9	-16,8	-17,3	-13,2

Sources : Douanes, Banque du Liban.



Quand le Salon du livre francophone et le Marathon de Beyrouth font oublier la crise

Quand on pense à l'année écoulée au pays du Cèdre, on associe cela au mot tension. Mais au fond de l'abîme économique, politique et sécuritaire dans lequel sont plongés les habitants, une note d'espoir s'allume grâce aux initiatives rassembleuses du secteur privé.

Le mois de novembre a été marqué par deux évènements majeurs, l'un culturel, avec le Salon du livre francophone, et l'autre sportif avec le traditionnel Marathon de Beyrouth. Tous deux ont encore une fois tenu leurs promesses de partage et d'excellence.

200 PLUMES ET 80 EXPOSANTS AU SALON DU LIVRE FRANCOPHONE

On oublie souvent de préciser qu'après Paris et Montréal, Beyrouth est le troisième salon du livre francophone le plus important au monde. Cette 21e édition s'est tenue cette année encore au Biel, rendez-vous de tous les passionnés de livres entre le 31 octobre et le 9 novembre derniers. Parrainé par le Premier ministre, Tammam Salam, le coup d'envoi a été donné par le ministre de la Culture, Raymond Araygi, en présence d'un parterre de personnalités diplomatiques et culturelles dont l'ambassadeur de France au Liban, Patrice Paoli, les ambassadeurs de Belgique, du Canada, de Roumanie, de Suisse, la conseillère auprès du Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, Régine Lavoie, le président du Syndicat des importateurs du livre, Sami Naufal.

Les visiteurs ont pu découvrir les 80 stands mis à leur disposition et se nourrir pour quelques jours de «mots et d'histoires», thème retenu pour cette édition 2014. Plus de deux-cent signatures d'ouvrages, de fictions, de biographies, ou encore de livres pour enfants ont eu lieu. Bref, il y en avait pour tous les goûts! Pour les amoureux de débats, de nombreuses tables rondes et rencontres étaient aussi prévues. Parmi les conférences et expositions les plus marquantes de cette nouvelle édition, nous retiendrons celle consacrée à la sortie du livre L'Orient-Le Jour, 100 ans ou presque, du journaliste libanais Michel Touma. Au niveau photographie, le travail de la journaliste et photographe indépendante Hannah Assouline, intitulé «Exposition de mains d'auteurs», a marqué les regards curieux. Une autre conférence intéressante, «Le Roman et le conflit libanais», a placé le conflit libanais au cœur de la littérature. La table ronde fut modérée par l'écrivain Georgina Makhlouf, et ponctuée de témoignages d'autres auteurs libanais dont Jabbour Douaihy, Elias Khoury, Najwa Barakat, Hyam Yared, Charif Majdalani et Vénus Khoury-Ghata. Comme chaque année, le Salon s'organisait autour de différents événements, dont un certain nombre de nouveautés. Le nouveau stand baptisé «Village des Arts» a rassemblé près d'une vingtaine d'éditeurs de livres d'art français. Il était aussi possible pour les jeunes auteurs libanais d'aller à la rencontre de professionnels du livre libanais et français: éditeurs, libraires, importateurs, diffuseurs et bibliothécaires.

COURIR POUR LA PAIX... SUR 42 KM

Le Marathon de Beyrouth n'a rien à envier à celui de New-York tant son organisation et son taux de participation relèvent du parcours sans-faute. Là où les politiques déçoivent, les initiatives privées redressent encore la tête des Libanais et de leur réputation dans le monde! En effet, en ces temps de crise et de guerres régionales, l'association du Marathon de Beyrouth et la Banque du Liban (BDL), les deux orga-



nisateurs de l'événement, ont voulu rassembler les coureurs sous le thème de la paix. «Peace...Love...Run» était le slogan qu'on pouvait lire aux quatre coins de la capitale le 9 novembre dernier. Ils étaient venus de partout, gens ordinaires, politiciens et stars pour courir au nom de la paix sur 42 km, pour les plus persévérants. En inaugurant l'évènement, la présidente de l'Association du Marathon de Beyrouth, May el-Khalil a mis l'accent sur les exploits réalisés l'année dernière et les projets pour l'avenir, jusqu'à 2020. Elle a évoqué des évolutions qui devront permettre au Marathon de Beyrouth de passer de la catégorie de bronze à celle d'argent dans les années à venir. Une évolution était déjà perceptible cette année: le montant des prix décernés au vainqueur a tout simplement doublé, passant de 100 000 à 250 000 dollars. •

Le Liban présent à la cinquième réunion du réseau d'arbitrage des centres méditerranéens

«La sélection de l'arbitre: la clé pour une procédure efficace», tel était le thème de la Conférence internationale organisée par l'Institut pour la Promotion de l'Arbitrage et la Médiation en Méditerranée (ISPRAMED) et la Cour d'arbitrage marocaine qui a eu lieu à Casablanca. Un événement auquel le Centre libanais d'arbitrage de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a participé.

À l'occasion de la cinquième réunion du Réseau d'Arbitrage des Centres de la Méditerranée, une conférence organisée par l'ISPRAMED et la Cour d'arbitrage marocaine s'est tenue le 14 octobre dernier à Casablanca. «Comment sélectionner un arbitre?», thème à l'ordre du jour des débats. Rappelons que le réseau ISPRAMED comprend le Centre d'arbitrage, de médiation et de conciliation d'Alger, le Centre régional du Caire pour l'arbitrage commercial international, le Centre d'arbitrage et de médiation libanais, la Chambre d'arbitrage de Milan, le Centre de médiation et d'arbitrage de Tunis, le Centre d'arbitrage de la Chambre de commerce d'Istanbul et la Cour d'arbitrage du Maroc.

Les priorités de travail du réseau d'IS-PRAMED ont été axées autour des comparatifs de pratiques des différents centres du bassin méditerranéen quant à la sélection des arbitres. Faisant suite aux différentes réunions, un rapport comparatif sur les pratiques utilisées par chaque centre a été dressé et était au cœur des débats. Ce rapport présente aussi les meilleures pratiques qui pourraient être suivies par les différents centres. Un des points retenu est l'importance d'assurer un système d'arbitrage efficace comme l'un des atouts qu'un pays devrait offrir si son objectif est d'accroître les relations commerciales et les investissements étrangers. Différents intervenants ont pris la parole dont le Consul général d'Italie qui a notamment souligné dans son allocution d'ouverture «le rôle irremplaçable joué par l'entreprise des outils ADR dans la région euro-méditerranéenne et des relations commerciales mondiales». La session de l'après-midi a été notamment consacrée à partager les procédures spécifiques suivies par chaque Centre de sélection et de nomination des arbitres. Se sont notamment exprimé: Stefano Azzali (CAM/IS-PRAMED, Italie), Mohamed El Mernissi



(CMA, Maroc), Ergun Özsunay (ITO, Turquie), Mohamed Abdel Raouf (CR-CICA, Égypte), Chawki Tabib (CCAT, Tunisie) et Muhieddine Kaissi pour le bord libanais (LAC, Liban).

«S'assurer que l'arbitre pressenti est bien à même de mener une procédure arbitrale équitable, efficace, en s'assurant de son indépendance, son impartialité et sa disponibilité». «Au début de toute procédure arbitrale, une des questions les plus importantes que se posent les parties reste: Quel arbitre choisir? Et ce, on ne le répètera jamais assez, parce que l'arbitre est sans doute l'acteur principal de cette procédure dont la qualité et l'efficacité dépendra largement de sa personne et de ses qualités», déclare d'entrée le secrétaire général du Centre libanais d'arbitrage de la Chambre de commerce et d'industrie de Beyrouth et du Mont-Liban. Muhieddine Kaissi s'est exprimé lors de la table ronde dédiée «au rôle des institutions, gérer la sélection». Il a notamment insisté sur le principe de la «liberté des parties dans le choix qu'elles font de la personne de l'arbitre ou des arbitres qui trancheront leur litige». Un point qu'il a aussi défendu lorsqu'il s'agit d'arbitrage institutionnel puisque «l'institution arbitrale laisse en premier lieu le choix de l'arbitre aux parties et n'est censée jouer qu'un rôle d'assistance ou de suppléance à celles-ci, en second lieu», ajoute-t-il. Il énumère ensuite le règlement du Centre Libanais d'Arbitrage qui stipule que «dans le cas où les parties se sont convenues sur un arbitre unique, elles peuvent le désigner d'un commun accord pour confirmation par la Cour et ce n'est que faute d'entente entre elles, dans un délai de trente jours à partir de la notification de la demande d'arbitrage à l'autre partie, que cet arbitre unique sera nommé par la Cour (article 2, alinéa 3)». «Le Centre se réserve le droit de confirmer ou de refuser la confirmation de la nomination faite par une des parties. Si ce droit peut sembler être une restriction supplémentaire à la liberté des parties, il est toutefois dicté par le souci de s'assurer que l'arbitre pressenti est bien à même de mener une procédure arbitrale équitable et efficace, en s'assurant de son indépendance, son impartialité et sa disponibilité», a-t-il notamment souligné.



Où vont les 7 milliards de dollars envoyés chaque année par les émigrés?

Une enquête de l'Université Saint-Joseph (USJ) dévoile de nombreux faits sur les transferts, leurs auteurs, leurs bénéficiaires, les montants envoyés, les zones géographiques et les dépenses par catégorie.

Dans un pays où les transferts d'émigrés représentent une part conséquente de la taille de l'économie – avec l'un des ratios transferts/PIB les plus élevés au monde – il fallait coûte que coûte explorer, analyser, décortiquer la question de l'apport financier de la diaspora libanaise. L'Université Saint-Joseph (USJ) l'a fait. Dans une enquête réalisée en 2012 auprès d'un échantillon de 2 000 ménages, dont les résultats ont été dévoilés fin octobre, l'Observatoire universitaire de la réalité socio-économique (Ourse), rattaché à l'USJ, a révélé, chiffres à l'appui, de nombreuses réalités et spécificités propres aux «remittances» dont dépendent largement certains pays comme le Liban ou encore le Tadjikistan et le Kirghizistan. Au pays du Cèdre, ces transferts – qui ont totalisé 6 milliards de dollars en moyenne sur la période 1997-2010, 7,5 milliards en 2013 et devront culminer à 7,7 milliards cette année – représentent en moyenne 40% des revenus des

ménages concernés, et contribuent ainsi à l'amélioration du niveau de vie de nombreux Libanais et à la réduction des inégalités sociales, souligne l'Ourse. Les familles bénéficiant d'un apport financier sont en effet moins nombreuses à avoir un revenu inférieur à 1,2 million de livres par mois (15,9%), comparées aux ménages sans transferts (21,8%). En outre, le revenu mensuel moyen d'un ménage «avec



transferts» est légèrement supérieur à celui d'un ménage «sans transferts», précise l'enquête. Celui-ci s'élève à 2,89 millions de livres par mois, contre 2,76 millions, respectivement.

Mais où vont ces montants transférés? Selon l'Ourse, 61,4% des ménages affirment utiliser ces fonds pour subvenir, ne serait-ce que partiellement, à leurs besoins alimentaires. 58,9% d'entre eux s'en servent pour couvrir leurs frais de location et/ou l'entretien ménager, 53,9% affirment en profiter pour améliorer leurs conditions de vie et 46% indiquent allouer les montants transférés à la couverture des frais de santé. En outre, 41,4% des ménages affirment compter intégralement ou partiellement sur cet apport financier pour couvrir les frais scolaires ou universitaires de leurs enfants, précise l'enquête.

D'OÙ PROVIENNENT CES TRANSFERTS?

Contrairement aux idées reçues, l'enquête révèle qu'un peu plus de la moitié des émigrés (55%) envoient de l'argent vers leur pays d'origine, et que seul le quart d'entre eux le font de manière régulière. En revanche, 45% des émigrés ne transfèrent aucun montant, précise l'Ourse.

Les montants varient de moins de 600 dollars par an (14,1% des expatriés concernés par les transferts) à plus de 12 000 dollars (8,1%).

Sur le plan géographique, 71,8% des expatriés vivant en Europe de l'Est envoient des fonds à destination du Liban, révèle, par ailleurs, l'enquête, contre 67% en Afrique, 66,3% dans les pays du Golfe, 52,8% en Europe de l'Ouest, 48,3% en Amérique du Nord et 46% en Australie.

Les écarts apparaissent également dans les montants envoyés. En Europe de l'Est, par exemple, ces derniers atteignent en moyenne 12 053 dollars par émigré par an, contre 9 000 dollars en Afrique, 8 100 dollars dans les pays du Golfe, 4 285 dollars en Amérique du Nord, et 4 274 dollars en Europe de l'Ouest.

Par rapport à la totalité des montants envoyés, les pays du Golfe arrivent toutefois en tête, avec 43,3% de l'ensemble des montants transférés vers le Liban, suivis de l'Amérique du Nord (15,2%), de l'Europe de l'Ouest (14,7%), de l'Afrique (14,2%), de l'Australie (5,1%) et de l'Europe de l'Est (2,4%).

PROFIL DES RÉSIDENTS ET DES ÉMIGRÉS

L'enquête porte aussi sur le profil des ménages bénéficiant des transferts ainsi que celui des personnes effectuant ces transferts. Celle-ci révèle que les émigrés les plus jeunes (25 à 30 ans) sont les plus enclins à effectuer des transferts (61,5%), tandis que 66% des hommes ayant un niveau d'éducation universitaire, contre 50,5% des femmes appartenant à la même catégorie, figurent parmi les principaux «pourvoyeurs».

L'affiliation et le degré de proximité sont également des facteurs déterminants. Ainsi, 71% des «enfants» émigrés envoient de l'argent à leurs parents qui résident au Liban. Parmi eux, 44,2% le font régulièrement et 25% de manière sporadique, selon les résultats de l'enquête.

En revanche, le statut professionnel pèse moins dans la balance. Qu'ils soient patrons (3,8% de l'échantillon), salariés (53,6%) ou travailleurs à leur compte (38%), leur comportement en terme de fréquence et de montant des remises est sensiblement le même.

Quant aux ménages recevant des transferts, il s'agit souvent de ménages de taille plus modeste que la moyenne (3,4 contre 4,2 personnes). Leurs membres sont relativement plus âgés que les ménages ne bénéficiant pas de transferts: 25% ont 60 ans et plus, contre 14,6% chez les ménages «sans transferts», tandis que 14,2% sont âgés de moins de 15 ans, contre 19,1%, respectivement.

Autre particularité soulevée par l'enquête: les femmes sont davantage présentes dans les ménages bénéficiant de transferts. Elles en représentent 54,2%, contre 50,4% au sein des familles «sans transferts», et sont «chefs de familles» dans 23,2% des cas, contre 16,2% respectivement. Enfin, dans 35% des ménages «avec transferts», des femmes âgées entre 19 et 29 ans poursuivent leurs études, contre 29% dans les ménages «sans transferts», indique l'enquête.



Sur un autre plan, l'Ourse souligne l'écart au niveau du taux d'activité (15-64 ans) entre les deux types de ménages. Celui-ci atteint en moyenne 48,2% au sein des ménages bénéficiant de transferts et 54,2% dans les familles comptant uniquement sur elles-mêmes.

L'écart s'exprime également au niveau du revenu, mais seulement parmi les hommes. Ces derniers gagnent près de 1,5 millions de livres en moyenne par mois dans les ménages «sans transferts» contre un peu moins de 1,28 millions de livres parmi les autres ménages. Cette différence s'estompe quand il s'agit des femmes. Celles-ci ont des revenus d'environ 1,07 million de livres chaque mois, qu'elles appartiennent à des ménages «avec» ou «sans» transferts.

Enfin, l'enquête de l'Ourse souligne un impact important des transferts sur la vie des ménages: le niveau plus faible d'endettement. En effet, les ménages «sans transferts» sont davantage endettés que les ménages jouissant d'un apport financier externe, environ un tiers (31,9%) de ces ménages ayant déclaré avoir eu recours à un emprunt pour assouvir différents besoins, contre 22,4% pour les ménages recevant des transferts.



Un tiers des Libanais ne planifient pas pour leurs retraites

Comment les Libanais gèrent-ils leur argent au quotidien? Préparent-ils des budgets? Savent-ils combien ils dépensent par semaine? «Les Libanais et l'Argent», une enquête publiée par l'Institut des Finances Basil Fuleihan, répond à ces questions.

Le Liban fut le seul pays arabe choisi par la Banque mondiale parmi onze pays pilotes - dont l'Arménie, la Colombie, la Turquie et l'Uruguay - pour effectuer une étude nationale destinée à évaluer les capacités financières de la population à travers l'analyse des connaissances et attitudes vis-à-vis de l'argent. L'Institut des Finances Basil Fuleihan a confié la réalisation de cette enquête au cabinet de recherche privé Consultation and Research Institute (CRI). Elle fut menée en 2012 sur un échantillon représentatif de 1 214 ménages répartis sur l'ensemble du territoire libanais, en suivant le découpage des circonscriptions foncières (CF), la plus petite unité géographique et statistique disponible. Il est à noter que les camps de réfugiés palestiniens ont été exclus de l'échantillon. La collecte des données s'est faite à travers des entrevues avec des personnes âgées de plus de 18 ans (une personne par ménage). Les entretiens se sont appuyés sur un questionnaire conçu d'après les directives de la Banque mondiale et de l'OCDE ainsi que sur des études similaires menées dans plusieurs pays.

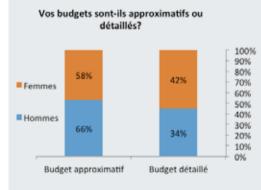
47% DES LIBANAIS NE PLANIFIENT PAS LEURS DÉPENSES

Que dit cette enquête nationale? Comprendre comment les Libanais gèrent leur portefeuille, couvrent leurs dépenses, prévues ou imprévues, et tentent d'établir un équilibre entre leurs revenus et leurs charges, est un aspect essentiel de l'évaluation de leurs capacités financières. Une première section analyse ainsi la gestion de l'argent au quotidien par des questions relatives à la mise en place d'un budget, au suivi des dépenses et des revenus dispo-

nibles ainsi qu'à la tendance à dépenser pour des achats superflus. Les réponses montrent que près de la moitié des Libanais (47%) ne planifient pas leurs dépenses. Parmi ceux qui élaborent des budgets, 62% le font sur une base régulière, tandis que 38% s'y prêtent de manière aléatoire.



De plus, il ressort clairement que les femmes libanaises semblent plus rigoureuses que les hommes pour élaborer des budgets prévisionnels (58% des femmes, contre 46% des hommes). D'autre part, 42% des femmes ont tendance à établir des prévisions détaillées alors que 66% des hommes font des plans approximatifs. Il apparaît enfin que les personnes vivant en couple ont tendance à planifier davantage que les célibataires (55% contre 44%, respectivement).



Les Libanais savent-ils combien ils dépensent? D'après le sondage, les budgets approximatifs (58% femmes contre 42% pour les hommes) restent supérieurs aux budgets détaillés des citoyens. Seule la moitié des personnes sondées (49,5%) disent se souvenir du total des dépenses qu'elles ont effectuées au cours de la semaine écoulée. Les individus interrogés conservent-ils une trace de leurs dépenses ou ont-

ils une visibilité sur les ressources dont ils disposent au quotidien? 50,5% répondent que non, 29,3% disent avoir une visibilité approximative de ce qu'ils dépensent et seulement 20,2% connaissent avec exactitude ce dont ils disposent financièrement.

LES COUPLES MAÎTRISENT MIEUX LEURS DÉPENSES

En termes de niveau de revenu, les ménages défavorisés maîtrisent davantage leurs dépenses que les ménages aisés (51% contre 41%, respectivement). Les personnes vivant en couple ont une meilleure visibilité sur les moyens dont

ils disposent au quotidien que les célibataires (51% contre 42%, respectivement).

D'autre part, une proportion relativement élevée des Libanais (69,6%) sont capables d'estimer les moyens dont ils disposent pour couvrir leurs besoins sur le très court terme. Ce taux est plus élevé chez les femmes (74%) que parmi les hommes (63%),



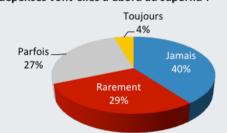
de même que chez les personnes vivant en couple (72%), comparé aux célibataires (60%).

En outre, plus de la moitié des Libanais (52,1%) sont en mesure de fournir une estimation exacte des moyens et des besoins à court terme, dont 56% des femmes et 47% des hommes. Cette proportion s'inverse quand le niveau de revenu augmente. Autrement dit, plus les ménages sont défavorisés, plus ils estiment avec exactitude les montants dont ils disposent.

44% DES LIBANAISES PRIVILÉGIENT L'ESSENTIEL AU SUPERFLU CONTRE 35% DES HOMMES

Il apparaît aussi que près du tiers des Libanais ont tendance à se faire plaisir en effectuant des achats secondaires, avant de couvrir leurs besoins primaires.

Vos dépenses vont-elles d'abord au superflu ?



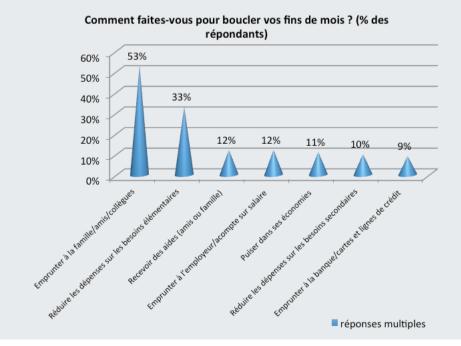
Et, contrairement aux croyances générales, les femmes se sont avérées moins impulsives que les hommes en matière de dépenses. En effet, 44% des femmes libanaises privilégient l'essentiel au superflu, contre 35% des hommes, selon l'enquête. Sur un autre plan, les dépenses superflues augmentent au fur et à me-

sure que le revenu augmente. Ainsi, 65% des ménages les plus défavorisés ne dépensent jamais sur des produits superflus, contre seulement 29% des ménages à revenus élevés. Les personnes en couple seraient par ailleurs moins portées sur les dépenses «inutiles» que les célibataires (42% affirment se contenter d'achats basiques, contre 25% parmi les personnes non mariées).

37% DES LIBANAIS ONT DU MAL À JOINDRE LES DEUX BOUTS

Selon l'enquête, 37% des Libanais affirment avoir du mal à joindre les deux bouts et disent manquer d'argent pour couvrir leurs besoins essentiels. Ce pourcentage est plus élevé auprès des couches défavorisées (58%) qu'auprès des segments aisés (17%). En outre, parmi les catégories socio-professionnelles, les employés du secteur informel détiennent le taux le plus élevé (59%).

En revanche, 45% des Libanais affirment bénéficier d'un surplus financier à la



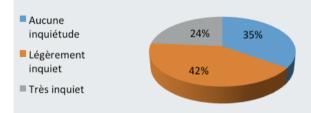


fin de chaque mois, qu'ils disent gérer avec prudence. Cet excédent est le plus souvent économisé pour couvrir d'éventuelles dépenses imprévues ; plus de 70% des personnes sondées affirment en effet correspondre à ce cas de figure.

COMMENT LES LIBANAIS PRÉVOIENT-ILS L'AVENIR?

Ce chapitre a exploré la manière dont les ménages et les individus planifient sur le long-terme. L'évaluation s'est basée sur leur comportement à l'égard de la couverture des dépenses prévues ou imprévues, de la planification de leurs retraites et de l'avenir de leurs enfants mais aussi sur leur propension à épargner pour l'avenir. Alors que 57,7% des ménages interrogés déclarent avoir des dépenses connues dans les mois à venir, seuls 24% de ces derniers se disent très inquiets quant à leur capacité à les couvrir. Dans la même veine, la couverture des imprévus préoccupe fortement 28% des Libanais, dont 35% des ménages défavorisés.

Êtes-vous inquiet quant à votre capacité à couvrir entièrement vos dépenses prévues ?



Ou'en est-il de l'avenir de leurs enfants? Sur l'ensemble des ménages sondés, 49% ont des enfants à charge. Parmi eux, 50% ont affirmé financer les études de leurs enfants, tandis que 13% ont dit économiser de l'argent pour leurs enfants, et 17% ont affirmé investir pour l'avenir de leurs enfants.

32% DES MOINS DE 60 ANS SONT SANS STRATÉGIE DE RETRAITE



L'importance accordée à la planification de la retraite constitue un des principaux critères permettant d'évaluer le degré de prévision de l'avenir des individus. Parmi les personnes âgées de moins de soixante ans et n'étant pas à la retraite, une proportion relativement importante (32%) n'a pas encore mis en place, ni même songé, à un plan de vieillesse, selon l'enquête.

Les femmes semblent encore moins bien préparées que les hommes à leur retraite, 36% d'entre elles affirmant ne pas avoir de stratégie, contre 27% des hommes, selon l'enquête.

Quel genre de planification (s'il y en a)?

Stratégies pour la retraite	Hommes	Femmes	Total
Pas de stratégies	27,3%	35,9%	32,2%
Poursuite d'un travail rémunéré	35,1%	17,8%	25,2%
Plan de retraite (individuel ou provenant d'un membre de la famille)	25,9%	26,9%	26,4%
Indemnités de fin de service (CNSS)	15.5%	14.4%	14.9%
Actifs (financiers et non financiers), affaires, héritage, assurance)	56,2%	40,0%	47,0%

Les Libanais connaissent-ils le système local de retraite? Les réponses à cette question livrent un constat alarmant. En effet, si pour 89% des personnes sondées le plan de retraite permet la perception d'une indemnité mensuelle, seules 31% savent que la CNSS ne fournit pas de programme de retraite. 41% ont en effet confondu les indemnités de fin de service de la CNSS avec le plan de retraite. Tout ceci fait réfléchir en tous cas sur l'urgence dans laquelle les Libanais gèrent tout, et même leurs finances! •

Beyrouth, 14e ville la plus chère au monde pour les expatriés!



Non seulement Beyrouth conserve depuis 2010 sa place de ville la plus chère du Moyen-Orient pour les expatriés, mais elle est en plus classée 14e au niveau mondial.

C'est dans les colonnes du bulletin économique, Lebanon this Week, publié chaque semaine par la Byblos Bank, que nous avons pu lire les résultats de l'étude effectuée par le centre de recherches EuroCost International au sujet du coût de vie pour les expatriés. Beyrouth conserve la même place au classement des villes les plus chères du monde, à savoir la 14e.

Rappelons que les enquêtes menées par EuroCost International couvrent 250 villes et ont pour objectif de comparer le coût de la vie à travers le monde pour les expatriés. Elles couvrent l'ensemble des biens et services consommés et utilisés par les expatriés, à l'exception des frais de santé et de scolarité, ces derniers faisant l'objet d'études spécifiques séparées.

MOSCOU DEMEURE LA VILLE LA PLUS CHÈRE DU MONDE POUR **LES EXPATRIÉS EN 2014**

Dans les détails, le coût de vie à Beyrouth est plus cher qu'à Oslo, Lausanne ou Guangzhou, mais moins cher qu'à Sydney, Zurich ou à Kinshasa. Force est de noter que Beyrouth est la seule ville du Moyen-Orient à être classée parmi les vingt villes les plus chères du monde. Tel-Aviv, deuxième ville la plus chère de la région, arrive à la 24e position mondiale. De plus, si nous prenons en considération les trente villes les plus chères du monde, quatre nouvelles villes ont rejoint le classement tandis que cinq ont gagné en cherté de vie, 14 ont reculé et sept, dont Beyrouth, ont conservé la même position. Toujours selon EuroCost International, Moscou demeure la ville la plus chère du monde pour les expatriés en 2014.

À noter aussi que, dans une étude récente réalisée par Mercer Human Resource Consulting, la capitale libanaise avait été classée la ville la plus chère du monde arabe, parmi 19 villes de la région. Dans la même enquête, Beyrouth était arrivée à la 63e position parmi 221 villes évaluées en 2014. Le rapport, qui avait également été cité par le bulletin économique hebdomadaire de la Byblos Bank, Lebanon this Week, a en outre classé Beyrouth 14e parmi 50 pays à revenu moyen supérieur (PRMS) inclus dans l'enquête. À titre de comparaison, il convient de rappeler que la capitale libanaise avait été classée 76e ville la plus chère au monde en 2013 et deuxième ville la plus coûteuse des pays du monde arabe.

Le coût de la vie à Beyrouth a ainsi augmenté en comparaison avec d'autres villes, son classement global ayant avancé de 13 places, constituant la quatrième hausse la plus importante parmi les pays arabes, après Dubaï (+23 places), Casablanca (+18 places) et Alger (+15 places). Le classement prend en compte plus de 200 éléments, dans chaque ville incluse dans l'enquête, dont le coût du logement, de la nourriture, de l'habillement et des articles ménagers ainsi que le coût du transport ou des loisirs. •



Comment se portent les exportations industrielles?

TOUJOURS DES MOYENS POUR

S'EN SORTIR EN INNOVANT ET EN

FAISANT PREUVE DE FLEXIBILITE POUR

TROUVER DE NOUVEAUX MARCHÉS

Même si les exportations sont en baisse au premier semestre 2014 en raison de la conjoncture économique, le secteur industriel, qui a fait ses preuves d'excellence, se veut innovant, affirme Fady Gemayel. Le président de l'Association des Industriels Libanais (AIL) ajoute que tous les efforts sont mis en place pour augmenter l'exportation et explorer de nouveaux marchés.

En cette fin d'année, il est bon de voir que, malgré la crise qui perdure, les organismes économiques font de leur mieux pour venir en aide aux différents secteurs économiques du pays. À ce titre, une délégation de commerçants a fait un voyage remarqué en Russie en novembre dernier pour amorcer et

développer des échanges commerciaux et d'investissements mutuels entre Beyrouth et Moscou. Présidée par le ministre de l'Économie et du Commerce, Alain Hakim, et par le président de l'Union des chambres de commerces et d'industrie du Liban, Mohamed Choucair, ce voyage avait pour objectif de tâter le terrain pour que le Liban devienne un fournisseur de la Russie, notamment en produits agroalimentaires, fruits et légumes, vin et joaillerie qui diversifie ses approvisionnements. Rappelons que cette fenêtre s'ouvre à la suite de l'embargo russe sur les produits de l'Union européenne. Autre note positive pour le commerce libanais, le ministre de l'Éco-

nomie et du Commerce a déclaré à son retour de Moscou que «la proximité géographique fait du Liban un excellent candidat et que les accords commerciaux entre les deux pays sont à un stade avancé». De futures exportations libanaises vers ce nouveau marché en développement ne pourront en effet qu'être une aubaine positive pour l'industrie libanaise et le commerce en général. À ce sujet et concernant l'état de santé général de l'industrie, nous avons interrogé le président de l'Association des industriels libanais (AlL), Fady Gemayel, qui faisait partie de la dite délégation.

Malgré des chiffres récents publiés par le ministère de l'Industrie, qui soulignent que les exportations industrielles sont en baisse au premier semestre 2014, Fady Gemayel s'est voulu rassurant et optimiste comme toujours en affirmant: «Nous observons effectivement un repli des exportations industrielles ces deux dernières années mais nous ne baissons pas les bras et nous tentons de trouver de nouveaux marchés vers lesquels exporter».

Alors qu'en est-il de ces chiffres? «Les exportations ont totalisé 1,58 milliard de dollars au premier semestre 2014, en baisse de 12,5% par rapport à l'année précédente (1,80 milliard de dollars). «Au cours du seul mois de juin, elles ont totalisé 278,3 millions de dollars, contre 312,2 millions en juin 2013, en baisse de 10,8%. Les exportations de machines et d'équipements électriques ont totalisé 63,2 millions de dollars, suivis des produits chimiques (57,8 millions), des produits alimentaires élaborés (46,5 millions), et des métaux ordinaires et leurs dérivés (30,3 millions)».

EXPORTATIONS INDUSTRIELLES EN REPLI MAIS EFFORTS POUR TROUVER DE NOUVEAUX MARCHÉS

Le président de l'AIL souligne cependant que «ce repli n'a pas empêché le Liban et ses industriels d'augmenter de 33% leurs exportations vers l'Irak début 2013». Des exportations qui, précise-t-il, ont été diminuées et contraintes en raison des circonstances sécuritaires et politiques. «Ce sont les pays arabes qui sont les principaux clients des industriels libanais, avec 53,2% des exportations, suivis des pays européens (16,3%), des pays asiatiques (15,4%) et des pays africains (10,9%)», soulignait sur le même sujet le ministère de l'Industrie. Justement, au sujet des marchés que les industriels libanais essayent de maintenir et d'augmenter, Fady Gemayel certifie qu'ils font de leur mieux. «Nous avons un potentiel important d'export en Europe et aux États-Unis que nous consolidons», déclare-t-il.

Parmi les nouveaux marchés à développer, il cite le Canada, l'Afrique et la Russie et assure que de grands efforts sont faits dans cet objectif. Citant



le récent voyage effectué en Russie, le président de l'AlL tient à rappeler que «les produits libanais ont un fort potentiel, ils ont fait leur preuve d'excellence en étant aux normes internationales dans plusieurs secteurs et surtout dans les pays les plus exigeants». Il ajoute que «les industriels libanais livrent leurs produits dans les temps imposés répondant ainsi à des normes très strictes. «De plus, nous produisons au Liban certains équipements

d'usine comme les compléments, des convoyeurs pour automatiser les chaines de transportation à l'intérieur des produits des usines», souligne-t-il, pointant cet autre avantage de l'industrie du pays. Tous ces éléments cités sont là pour justifier la confiance que les grands groupes internationaux ont en notre industrie.

Alors qu'attendent les industriels du gouvernement libanais et de l'association qui les représente? À cette question, leur président assure qu'«ils font énormément de sacrifices, notamment pour assumer les surcoûts des frais d'exportations, un problème ponctuel auquel ils doivent faire face actuellement», précise-t-il aussi. Il certifie que l'AlL planche pour trouver des solutions aussi aux problèmes des frais d'énergie qu'ils doivent assumer et qu'affrontent un grand nombre d'usines. Pour contrer tout ceci, Fady Gemayel réitère la volonté d'acquérir de nouveaux marchés.

ADOPTER UNE VISION GLOBALE POUR REVITALISER L'ÉCONOMIE LIBANAISE

«L'AIL a une vision socio-économique globale qui envisage de revitaliser l'économie libanaise incluant aussi la question de la grille des salaires», confie son président. Il ajoute que cette vision est concoctée et partagée par les acteurs économiques clés du pays car tous considèrent «qu'il est nécessaire d'adopter des mesures globales». De plus, il affirme que «nous pensons que nous avons un fort potentiel humain et financier et en coopération avec les acteurs économiques qui sont très impliqués nous continuons et continuerons d'aller de l'avant». L'objectif de L'AIL, pour ce dernier, est «de mettre en harmonie toutes les forces vives pour nous prémunir de l'instabilité observée dans les pays voisins». Fady Gemayel appelle à «prendre notre avenir économique entre nos mains en comptant sur notre Diaspora et sur sa richesse humaine et financière». Il dénonce les répercussions régionales qui trainent dans le temps et que les industriels, et les Libanais en général, ne peuvent pas payer.

«Comme toujours je reste confiant dans le potentiel des industriels libanais qui trouvent toujours des moyens pour s'en sortir en innovant et en faisant preuve de flexibilité pour trouver de nouveaux marchés», ajoute-til, optimiste. Et c'est sur une note positive qu'il appelle à ne pas perdre espoir même si nous vivons dans une région instable mais qui regorge de ressources. «J'espère que l'on va toujours aller de l'avant comme on l'a toujours fait», conclut-t-il. •



INFOS EN BREF



La richesse cumulée des Libanais à 91 milliards de dollars

La banque d'investissement Crédit Suisse a estimé la richesse cumulée des Libanais à 91,1 milliards de dollars à fin juin, en légère hausse de 0,4% par rapport aux 90,7

milliards de dollars relevés à la même période un an plus tôt, selon le rapport Lebanon This Week de la Byblos Bank. Un pic de 99,5 milliards de dollars avait été atteint en 2010. Le Liban s'est ainsi classé à la 73e position mondiale, à la 23e place parmi les pays à revenus moyens supérieurs (PRMS) et à la 11e parmi les pays arabes inclus dans l'étude. Source: Lebanon This Week



Idal soutient une nouvelle usine de friandises à Zahlé

L'Autorité de promotion des investissements au Liban (Idal) a accordé un programme de soutien à Omran Industrial Food dans le cadre d'un investissement de plusieurs mil-

lions de dollars à Zahlé. L'usine, d'un coût de 3 millions de dollars et qui produira du chocolat, des biscuits et autres friandises, devra créer 62 emplois. Omran Industrial Food devrait bénéficier d'une exemption des taxes sur dix ans, d'une réduction de 50% du coût des permis de travail et de résidence, et de l'exemption des droits d'enregistrement du terrain. Source: Idal



Banques Alpha: bénéfices en hausse de 4% fin septembre

Les bénéfices nets cumulés des 14 banques Alpha (dont les dépôts s'élèvent à plus de 2 milliards de dollars) ont totalisé 1,36 milliard de dollars à fin septembre 2014, en hausse

annuelle de 4,4%, selon le dernier rapport de Bankdata Financial Services. Les actifs de ces banques ont augmenté de 6,5% depuis fin 2013 pour atteindre 187,8 milliards de dollars. Les dépôts ont augmenté de 6,6% sur neuf mois à 153,9 milliards de dollars. Les crédits ont augmenté de 8,5% sur la même période, à 58 milliards de dollars. Source: Rapport de Bankdata Financial Services



La Banque du Liban encadre plus strictement les investissements bancaires à l'étranger

Une nouvelle circulaire de la Banque du Liban (BDL) impose désormais son approbation préalable pour toutes les opérations directes ou indirectes et les prises de participation

financières des banques libanaises à l'étranger, notamment dans des banques, des institutions financières, des entreprises de courtage et des compagnies d'assurances. Jusque-là, les banques pouvaient réaliser de telles opérations dans une limite de 25% de leur capital. La circulaire du 27 octobre vise les contributions indirectes et les partenariats effectués par des entreprises ou des fonds d'investissement, dont les banques sont actionnaires. Source: Banque du Liban



La Commission européenne augmente son aide humanitaire au Liban à l'approche de l'hiver

La Commission européenne a augmenté son aide humanitaire destinée aux réfugiés syriens au Liban d'un montant supplémentaire de 12 millions d'euros. La majeure partie

du financement supplémentaire (10 millions euros) sera allouée pour aider les réfugiés les plus vulnérables à l'approche de l'hiver, quand les températures peuvent tomber en dessous de zéro. En outre, 2 millions d'euros seront alloués à des projets de soins de santé secondaires, pour que les familles continuent de recevoir, dans les hôpitaux, des services médicaux pouvant leur sauver la vie. Source: Union européenne



Banque mondiale: le Liban n'a mis en place aucune réforme pour améliorer l'environnement des affaires

Dans son rapport «Doing Business 2015» la Banque mon-

diale a souligné que «le Liban n'avait mis en place aucune réforme en vue d'encourager les affaires». L'organisation souligne qu'aucune réforme n'a été enregistrée au Liban depuis 2011 en ce qui concerne le processus de création d'entreprises. Dans ce même rapport, le Liban arrive donc à la 104e place mondiale parmi 189 pays du classement 2015 et à la neuvième position parmi 21 pays arabes. De même source, on apprend que le Liban occupait l'an dernier la 115e place au classement international et la 11e position au classement des pays arabes. Source: Lebanon This Week •



WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture





CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | email: fccial@cci-fed.org.lb | www.cci-fed.org.lb



The Beirut Cooking Festival

4thBeirut Cooking Festival

SALON DU CHOCOLAT

After Paris, Bordeaux, Cannes, Lille, Lyon, Nantes, Marseille, Toulouse, Brussels, Cairo, Tokyo, London, New York, Salvador De Bahia, Seoul, Shanghai and Zurich, and for the first time in the Middle East, Salon Du Chocolat has landed in Beirut alongside the Beirut Cooking Festival and during the Beirut Gourmet week.



Each year, The Beirut Cooking Festival, organized by Hospitality Services, hosts people from Lebanon and abroad to remind them of the best authentic Lebanese cuisine through displaying a rich variety of foods and their respective areas of origin. Over the span of three days, the Beirut Cooking Festival welcomed daily famous chefs, beverage consultants and lifestyle experts who shared their love and passion for their profession with the larger public. Building on its growing success, this year's edition of the Festival was marked by the participation of the Chamber of Commerce, Industry & Agriculture of Zahle and the Bekaa which introduced attendees to the many types of cheese produced in the Bekaa region as well as imported cheese from Egypt, Tunisia. Greece and Italy.

More than 100 stands were on display to showcase the latest crockery, useful accessories, kitchen equipment, food, beverages, exotic ingredients and especially chocolate.

«This celebration is an occasion to remind the public of their Lebanese heritage and its myriad of flavors, expressed through the Lebanese gastro-





nomy,» said Journana Dammous Salame, Managing Director of Hospitality Services.

The Festival was guaranteed to be attractive to not only cooking fans, but especially to chocolate lovers! More than 14,000 visitors were set to flock to BIEL for the annual Beirut Cooking Festival. Foodies were invited to a celebration of food, beverages and the art of cooking with three mouth-watering days of delicious food taste in grand shopping.

«This is where you will find me for the next three days,» mentioned Roula, one visitor quipped as she was tasting stuffed grape vine leaves at the Maakoul al Hana stand, adding «I love this festival. Everyone should come taste great food and chocolate.»

The **Salon Du Chocolat** was inaugurated with the famous chocolate fashion show under the theme of «The Magic of Chocolate.» Eleven chocolate dresses designed by Lebanese designers and executed with the help of top pastry chefs, who were paired with each designer for assistance in their chocolate mess. Designers mixed fabric and chocolate to make their runway debuts. The first outfit was signed Tony Ward, the acclaimed Lebanese designer and show's guest of honor. This dress was produced by Chef Charles Azar.

Visitors had the chance to drop by for chocolate tasting as well as for watching chocolate workshops with 21 famous pastry chefs revealing their top recipes like truffle cookies, chocolate éclair, and more chocolate... everything at the Choco Demo section.

The **Chefs' Theater** was set up to teach participants how to create famous foods, with Beirut's top celebrity chefs cooking live and sharing their gastronomic secrets and recipes.

A **Lifestyle Theater** gave informative sessions with etiquette consultants, florists, food service experts advising visitors on how to decorate upcoming holiday tables or fancy house dinners.

Finally, the Beverages Theater invited visitors to explore the taste of the world's best beverages with top mixologists, beverage experts along with wine and olive oil consultants.

MedDiet and Enhancement of Traditional Foodstuff at Beirut Cooking Festival 2014



Capitalizing on the fact that Mediterranean food is the healthiest in the world, the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) organized the «National Capitalizing Event» within the framework of MedDiet, under the patronage of His Excellency the Minister of Education and Higher Education, Elias Bou Saab, and in the presence of a large number of prominent figures and partners representatives. The event took place on November 6th, 2014 at BIEL, alongside the Beirut Cooking Festival.

Mr. Mohamed Choucair, Chairman of the Association of Mediterranean Chamber of Commerce, Industry (ASCAME) and the Federation of Lebanese Chambers (FCCIAL) inaugurated the event with a welcoming speech in which he emphasized the importance of the return to nature and the social value of organic food. «Healthy food is about how we used to eat in the old days...and represents an opportunity for both the industry and agriculture» he said, and as a way of life, «healthy food traditions have a social value, contributing to making people stick to their lands and villages,» he added.

Eng. Elie Massoud, MedDiet Project Manager, underlined the main achievements of the project since its inception. Massoud explained the importance of the project in safeguarding traditional food, along with the importance of this diet to decrease the rate of chronic diseases, such as diabetes, cancer, cholesterol and obesity. He explained that the Mediterranean Diet is a way to promote social interaction, since communal meals are the cornerstone of social customs and festive events. «It has given rise to a considerable body of knowledge, songs, maxims, tales and legends» he said. «Mediterranean Diet is a real way of life, which roots are in the knowledge of the land and its strength in many traditional foods, with a great economic significance,» he concluded.

The event included the signing of a declaration to uphold and sustain the Mediterranean Diet, and was followed by the distribution of certificates to 37 Lebanese restaurants that were assessed and audited by the Bureau Veritas Liban.

Ms. Flora Jabbour, Bureau VERITAS representative, highlighted the quality accolade introduced by the international company in six Mediterranean countries so far, including Spain, Italy, Greece, Egypt, Tunisia, and Lebanon.







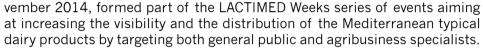


LACTIMED at the Beirut Cooking Festival



Under the framework of Lactimed project, The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle and Bekaa participated in the Beirut Cooking Festival and hosted 25 exhibitors from Italy, Greece, Egypt, Tunis and Lebanon to highlight the Mediterranean typical dairy products.

LACTIMED participation in the Beirut Cooking Festival from 6 to 8 No-



During the Beirut Cooking Festival, a wide range of activities were provided, including exhibition and tasting, cooking shows using traditional Lebanese dairy products, conference about the importance of the Mediterranean traditional dairy products, and business meetings between distributors, supermarkets and caterers and exhibitors from Greece, Italy, Tunisia, Egypt and Lebanon.

Four Lebanese dairy industries participated in the festival at Lactimed stand: Manara Dairy, Skaff Farm, Laiterie du Couvent de Tanail and Dairy Tannoury. Over 15,000 national and international visitors had attended the event and had the chance to discover the characteristics and flavors of the five Mediterranean regions involved in the project (Alexandria and Beheira in Egypt; Bekaa and Baalbeck-Hermel in Lebanon; Bizerte and Beja in Tunisia; Sicily in Italy and Thessaly in Greece.)

From October 22 to November 15 2014, LACTIMED participated in four international exhibitions (Salone del Gusto - Turin, SIAT - Tunis, BCF - Beyrouth and HACE - Cairo) in addition to the National Exhibition in Athens. The next participation of Lactimed will be at the festival «MEDITERRANEE A DEGUSTER «M.A.D at Montpellier, from the 27th to 29th of March 2015.

ABOUT LACTIMED

LACTIMED aims to foster the production and distribution of typical and innovative dairy products in the Mediterranean by organising local value chains, supporting producers in their development projects and creating new markets for their products. The project is implemented under the ENPI CBC MED Programme, and is financed for an amount of EUR 4.35 million by the European Union through the European Neighbourhood and Partnership Instrument. From November 2012 to May 2015, ANIMA and its 11 partners will organize a hundred operations targeting the various stakeholders of the dairy chains of Alexandria (Egypt), the Bekaa (Lebanon), Bizerte (Tunisia), Sicily (Italy) and Thessaly (Greece). For additional information visit: www.lactimed.eu

ABOUT CCIAZ

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahlé and Békaa (CCIAZ) is a non-profit organization, was founded in 1939, and aiming to develop the interests of the commercial, industrial and agricultural sectors in the Békaa region. It is referenced as an information center which facilitates the contacts among its members, local authorities and embassies. It also regulates the disputes through the reconciliation and mediation center, and facilitates the participation in the international exhibitions. The CCIAZ is focusing mainly on the development of entrepreneurship and SMEs, especially those working in the fields of agriculture and agro food, mainly concentrated in the Bekaa valley through diverse activities such as extension services, training and capacity building, accounting, territorial development, etc... the Chamber has also installed the Food Quality Center (FQC) offering testing and product development services.

Said Gédéon, Project coordinator Lebanon, said@cciaz.org.lb •

UNIDO to launch a new Cultural and Creative Industries' Cluster



The United Nations Industrial Development Organisation (UNIDO), in collaboration with the Ministry of Industry organised at Phoenicia hotel on November 12, 2014, a launching ceremony followed by a debate to introduce its newest cluster development programme for the Cultural and Creative Industries (CCI) in the Southern Mediterranean. The programme is a regional project implemented in seven countries. The project of five million Euros is funded by the European Union with a contribution of the Italian Cooperation of 600,000 Euros. The project will run until 2017 and is implemented by UNIDO.

The project seeks to promote the concept of clusters within the Cultural and Creative Industries (CCI). It is a unique project. It could represent a tremendous opportunity for inclusive and sustainable industrial development and job creation in the countries of the Southern Mediterranean and especially in Lebanon. Five million new jobs are needed every year to ensure social inclusion in this Mediterranean region; these will most likely be created by the region's micro, small and medium enterprises – depending on their level of competitiveness. CCIs are simultaneously and increasingly contributing to the Southern Mediterranean's socio-economic development. CCI enterprises could strongly benefit from working together in clusters to fully unfold their potential through improved produce. Meanwhile, by nurturing creativity and fostering innovation that are rooted in each country's respective cultural heritage, the region's diversity will be strengthened and its economic performance will be enhanced. This new programme will foster information dissemination and knowledge sharing through dedicated CCI centres that will be accessible to all existing enterprises and potential entrepreneurs of CCIs, as well as through workshops and regional meetings to enable the exchange of best practices and success stories.

The Creative and Cultural Industries' project targeted 4 main segments: Design-based industries, Cultural transmedia, Live cultural and professional creative services such as the house/home ware decoration sector, which includes textiles, ceramics, wood work, leather products, etc.. These segments have been selected to obtain a complementary range of products and to allow for the creative approach to be rooted in the cultural heritage (e.g. colors, patterns, specificities) of each target country, thereby conveying the uniqueness of the products.

Based on a national mapping of the CCI in Lebanon and a transparent selection process, two clusters in Lebanon will receive technical assistance in UNIDO's «Clusters and Business Linkages Methodology». The selected clusters were «the furniture cluster in Tripoli» and «the Jewellery cluster in Bourj Hammoud». These two clusters will benefit from multi-faceted market access and marketing assistance and distribution, including participation in international fairs. In addition, they will get the support of leading Lebanese and European designers in the improvement of their product design and product quality. Support will also be provided to procure new equipment or upgrading existing machines to benefit all enterprises of the clusters.

A total of 12 clusters have been selected to benefit from the technical support provided through this project.

CONTACT:

Soha Atallah, National Project Coordinator

Email: s.atallah@unido.org

www.cci-clusters.org o



Investing in Lebanon

Since the bursting of the Syrian crisis in 2011, Gulf investments in Lebanon have been decreasing drastically. This decrease is mainly due to economic factors, but also to security and political reasons.

The main sector to have been hit is the real estate. Investors from the Gulf and proprietors of a big bulk of the new developments are instructing their banks and brokers to sell those properties even at loss. The Foreign Direct Investment (FDI) flow to Lebanon dropped 23 per cent in 2013 according to the UNCTAD 2014 report. Economic experts argue that the main reason explaining this drop is the decrease of capital investment by Gulf countries into the Lebanese real estate sector.

Moreover, governments of the GCC countries have instructed their nationals at numerous times to avoid visiting Lebanon. This has had a disastrous effect on the economy, Lebanon having witnessed one of its worst summers to date with Lebanese expats still coming to visit, but not wealthy Gulf tourists.

Even though private investments from the Gulf have significantly dropped, institutional investments from the Gulf region in Lebanon are steady with a handful of projects coming into perspective. Despite the security issues, and the political vacuum at the head of the state, the relative stability of the country's banking sector and the attractiveness of Lebanon as a dynamic, resilient platform to invest, has pushed Gulf magnates to keep investing into projects within the country.

Albeit the Habtoor Group (one of the UAE's biggest family businesses with a portfolio spanning from hospitality to construction, education and automotive operations) has closed the amusement park Habtoorland in 2005, and awarded one of their two hotels to be managed by Hilton Worldwide Inc., they are currently rethinking their investment strategies for the country.

The Majid Al Futtaim Properties Group- the leading developer, owner and operator of shopping malls and complementary mixed-used projects in the MENA region- is ,on the contrary, at the helm of two of Lebanon's biggest projects of the past two years. They opened «Beirut City Centre», the first mall in the Levant on April 3rd 2013. The 60,000 square meter mall is now one of Lebanon's largest shopping and entertainment destinations. The mall is part of a long-term expansion plan for Majid Al Futtaim Properties across the Arab region; Lebanon being a pillar in their planned expansion.

«Beirut City Centre» saw the opening of the very first Carrefour hypermarket in Lebanon, the first establishment of the popular UK retailer «Marks & Spencer», as well as the opening of the first IMAX theatre in the country with Vox Cinemas, a state-of-the-art multiplex with 11 screens and 4 Gold-Class VIP cinemas.



In an interview with Al-Balad newspaper, MAF Group representative said «We are here for the long term and we believe Lebanon's retail sector is poised for strong growth». The mall has created 1,200 full-time permanent jobs in the country across different sectors: retail, engineering, cleaning, maintenance, strategy and development. Ultimately, this project will also add value to the real estate properties surrounding the area, in addition to supporting trade and tourism.

The second project Majid Al Futtaim Properties have launched in Lebanon is the «Waterfront City», built on what was formerly known as the Joseph Khoury Marina in Dbayeh. «Waterfront City» is already under construction and will blend maritime lifestyle, vibrant surroundings and secure neighbourhood environments with leisure, hospitality, business and retail components to deliver what they pride themselves to call an «unparalleled living experience». This will be the first residential complex to open in Lebanon that is based on the Gulf traditional model, and which is so commonly seen in places like Dubai or Abu Dhabi. Residents and visitors will have the opportunity to access 1,500 practical and modern living spaces of varying sizes. However, this project is not only residential as it will also feature a fully equipped business park with over 72,000 square meters of Grade A offices, as well as a mix of shopping, dining, and entertainment to create a full fledge community.

The «Waterfront City» will be twice the land size of the famous Marina of Monte Carlo in Monaco. Moreover, and further to the success of the Beirut City Centre mall, Majid Al Futtaim Properties will be introducing the Waterfront City Centre mall, with over 65,000 square meters of retail, food and beverage outlets, a supermarket and a variety of entertainment offerings.

«Waterfront City» is a joint project between Majid Al Futtaim Properties and «Société Joseph G. Khoury et Fils Holding SAL» combining local and regional expertise. In these times of uncertainty, it is nice to see that there are still people with a global vision for Lebanon who continue to fuel money into the country in order for it to reach more sustainability. According to the Waterfront City Sales Center, the first two phases of the project have already been launched, with the sold-out phase 1 to be completed by the end of 2016, and phase 2 to be completed in the first semester of 2017. Globally, the project will be completed by 2020. •

Grape farmers in Rashaya - BEKAA

RASHAYA GRAPE YIELDS FALL TO LESS THAN 50% DUE TO DROUGHT AND FROST

Grape farmers in Rashaya villages, especially in Kfarmechki, continue to make up for the damages caused by October rains to the rest of the grape season.

Kfarmechki grapes are considered one of the best grapes in Lebanon and the Arab region by leading traders. In fact, vineyards are located at an altitude of 1,100 meters; they are rainfed and benefit from diurnal temperature fluctuations, resulting in a unique harsh and taste, desirable hardness, and special color. In addition, limestone and clay soil contribute to an excellent and steady fruits for many days after harvest, thus matching export standards.

«Kfarmechki usually produces more than 2,700 tons of grapes during the season, but it did not exceed 1,400 tons this year, especially for the traditional table grapes varieties such as «Tfeifihi» and «Beitamouni» that are used for export,» said Kamal Al Saikali, LEDA-Bekaa Board Chair and member of the National Committee for grape growers in Lebanon. He further explained that it was due to drought and frost that affected Lebanon this year, especially that the vines are partially irrigated and semi rainfed in many locations.

Al Saikali pointed out that the production cost of one kilo of grape was about 500 Lebanese Pound, but this year, the production cost increased to 850 LBP, especially that yields were low and all agriculture practices such as pruning, irrigation, tillage and spraying, remained the same.



He considered that modern varieties used in the Bekaa region such as «Red Globe», «Black Pearl», «Crimson» and «Superior», were not affected by the frost, and harvesting started in mid-August when prices were acceptable in the local market; in addition, a large part of the Kfarmechki production was delivered to traders and owners of refrigerators for export, especially to Gulf countries, Erbil and Sudan.

Some grape growers in Rashaya reported that the Syrian crisis has affected the shipping of grapes to the

Gulf countries, especially that border crossings have undergone security disorder during the harvest phase.

On the other hand, Mr. Ruslan Moughames pointed out that this year yields have decreased by 50 percent, as a result of drought and snow that affected Rashaya and the Bekaa region in late November last year, and farmers suffered from heavy losses adding to it the high costs of pruning, irrigation, spraying, labor and shipping. In contrast, selling prices considered good by the growers and covered some of their losses.

According to Mr. Abu Sari Samih Moughames, Rashaya grapes are the finest grapes and are used in multiple ways. «Although we do not have large areas and the resources are limited, grapes are sold in local markets and some of them are used in molasses production, which are processed in Rashaya mills,» he said, pointing out that the season this year «did not come up to their expectations». •



Caring for Special Kids' Needs

Youmna Naufal

In 2005, Ghida Rabbat moved away from Paris back to Lebanon with her four children. The youngest was diagnosed with autism. When she found the country deeply lacking in the treatment and integration of children with special needs, she decided to dedicate her life to a project that is today helping hundreds of families every month.

When Ms. Rabbat arrived in Lebanon, the shortage of services for kids with special needs was vast. Very soon, Ms. Rabbat met other mothers in similar situations, and together they started looking for schools where their children could grow and prosper in an environment open to special needs therapy. After settling on the Lebanese Evangelical School, they decided to found an NGO - AASI, the Autism Association for Social Integration- to promote awareness and improve the conditions for children with special needs and their families too through workshops and support groups. They quickly discovered that the need was bigger than they could have imagined.

«After my participation in a conference,

I used to receive phone calls like,

«I have a son, what can we do, what

doctor do you recommend», she says. One out of ten individuals in Lebanon have special needs, including one third of children in schools. According to the US Center of Disease Control and Prevention, an estimated 1 in 88 children has been diagnosed with some component of Autism Spectrum Disorder - 1 in 54 for boys. Every year, 13 out of every 100 births in Lebanon is premature, meaning that at least 4500 babies born every year ends up having special needs. With those staggering numbers, one would expect government programs and legislation to protect and support those affected. But what Ms. Rabbat found was a country where disorders such as autism, epilepsy and other disabilities were largely ignored. Neither the government, nor insurance companies cover treatment expenses; they only provide coverage for limited physical therapy, leaving families to cover themselves the cost for treatments such as speech therapy. As the United States has legislation that ensures special education for every child with special needs in public schools, Lebanon's legal framework has largely left the issue untouched. She found taboos, ignorance and enormous need. So, she decided to do something.

EXPANDING HORIZONS

«Special needs» is an umbrella term for several physical and psychological disorders and conditions. The term includes disorders ranging from those within the autism spectrum, to epilepsy, muscular diseases and physical disabilities. The needs of those affected are as diverse as the disorders themselves, meaning that special needs care must be tailored to each and every individual's needs. More often than not, this requires a team of therapists with different specialties. When Rose-Mary Boustany, a professor of Pediatrics and Neurobiology with 17 years at Duke and 9 years at Harvard, returned to Lebanon, this could not be found. Through several years at AUB, she has built up a clinic where a team of 4 part time therapists now and 7 full time therapists specialized in feeding. speech, occupational, psychomotor and physical therapy work along with 22 applied behavior analysis therapists to take care of hundreds of children every month.

Rose-Mary Boustany was a different breed of pediatrician when she decided to move back to Lebanon eight years ago. At the American University of Beirut, she established the first inpatient psychiatry unit at AUBMC, where she introduced permanent child psychology, child psychiatry and psychometric services. After years of work in this field, she set up the AUBMC Special Kids Clinic at the beginning of 2012. That was when she reached out to Ms. Rabbat and her NGO, and OpenMinds was born.

Not everyone can afford the therapy that can change the life of a child with special needs. Treatment can amount to between two and three thousand dollars, depending on the needs, and that's how Ms. Rabbat and the other Board members at OpenMinds found themselves with a triple mandate: Not only hosting conferences to raise awareness, but also preparing packages for needy families who come to the clinic without being able to afford diagnosis or treatment. In addition, they started raising money to support Dr. Boustany's research. Autism has turned out to be greatly influenced by genetics, and part of Dr. Boustany's work has been research on Lebanese autism susceptibility genes, something that did not exist previously. Maybe most importantly, she is researching early MRI changes in autism to explore the biological impact on therapies for children that are diagnosed early, proving not only the importance of early intervention, but also the impact of the therapies that are still not covered by neither the government nor insurance companies in improving the health of children with special needs on a tangible level. Fundraising, such as a February gala dinner organized by OpenMinds, has made this kind of research possible.

REACHING OUT

Although OpenMinds has expanded its horizons from the early days of AASI. the original mandate - awareness and social integration - still plays a central role in the organization. During the autism awareness month of April, OpenMinds distributed fortune cookies containing quotes about autism in Lebanese schools. having the children opening them and reading aloud in class, with the teacher then explaining the quote and opening a debate. In October, the OpenMinds Film Festival kicked off for the first time at Metropolis Cinema in Beirut, showing movies to raise awareness about autism and special needs. The morning sessions were reserved for schools, with more than 975 children aged between 15 and 18 attending screenings of movies such as Forrest Gump, My Name is Khan and Extraordinary Measures - movies that discuss the issues connected to special needs while simultaneously treating them with compassion and respect. In total, the festival was attended by more than 2000 people.

In a country where authorities are not yet providing care for children with special needs, individual efforts and willingness to think outside the box become tremendously important. When Ms. Rabbat settled on the Lebanese Evangelical School for her son, a deciding factor was meeting an open-minded principal who told her that while he knew nothing about autism, he was open for integration. And so, he called for a meeting with all the teachers on the first day, told them there were three children with autism coming to the school, and that any child or parent that were not happy with it could feel free to leave. Discrimination is still a major issue for children with special needs, and the school has since then become a model for integration. Recently, OpenMinds renovated the roof of the school to include five classrooms, one kitchen, two bathrooms and an elevator - a crucial element for a school body that includes a girl in a wheelchair. There, children between 13 and 19 now have a space to facilitate integration.



Eventually, children with special needs grow up, and while their needs change, they still need special care. The next conference organized by AUB and OpenMinds will tackle this specific issue, inviting people from abroad as well as dedicated individuals from Lebanon to talk about the issues faced by those with special needs in educational and workplace settings, as well as discrimination and broader issues related to quality of life. Things are happening. There are plans to set up a pre-college training program at AUST for kids beyond high school who have special needs. While Lebanon still lacks in official framework, the work of dedicated individuals is driving the country forward.

MOVING FORWARD

Considering the staggering numbers of children born with special needs, the explosive growth of the AUB Special Kids Clinic is hardly surprising. Dr. Boustany's clinic is the first institution that is university-based, conducts research, and invites top-notch scientists for conferences, and it has been expanding to the point where AUB is considering moving the clinic to a space more than twice the size of their current facilities. Although the clinic has grown with 350 percent over the past two years and has 700 visitors every month, it still does not cover the needs of every child with special needs in the country. As the need is not limited to Beirut. AUB is now collaborating with NAC, the North Autism Center, to aid patients residing too far away, to come to Beirut three or four times every week. Soon, AUB employees from the North with training in psychology will be working in a behavioral therapy program at the Center, covering the North of Lebanon.

DR. BOUSTANY KNOWS WHAT HER DREAM IS

«My goal is that every child in Lebanon with special needs will get care», she savs, «It doesn't have to be me, it doesn't have to AUB. Right now it happens to be us».

Maybe, through the work of the clinic, OpenMinds, and others working to improve the conditions of those with autism and other special needs, that the dream can soon come true. •



Developing a Green Lebanon

During three days in the end of November, the 8th edition of the Mediterranean Week of Economic Leaders kicked off in the Mediterranean capital of Spain, Barcelona. Central on the agenda was the development and integration of Lebanon, with tourism as a particular focus.

The three days of the annual Mediterranean Week of Economic gathers hundreds international players within the economic field, bringing together the private and public sector by inviting both international and regional business leaders, entrepreneurs and policy makers from the private sector, as well as policy authorities and international organizations. The goal of the summit is to discuss the economic situation of the Mediterranean region and the related policies, especially Euro-Mediterranean policies. The summit also has an environmental mandate, with a focus on green economy and sustainability.

A major economic sector in all the Mediterranean countries is tourism. In the countries north and south of the Mediterranean Sea, tourism accounts for about 8,5 million jobs in direct and indirect employment, employing in total about 15 % of the working population. For the past six years, the Mediterranean Week of Economic Leaders included the Mediterranean Tourism Forum - or Meditour - as part of its program. This year, the forum was organized by the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon, as well as ASCAME, the Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry, and the focus was on tourism in Lebanon, as well as, the establishment of a Mediterranean Agency of Tourism.

Lebanon has all the makings of a major tourist destination - the beaches along its Mediterranean coast, its well-preserved historical sites hosting Roman, Greek and Phoenician ruins from thousands of years back in time, the iconic Cedars - nearly extinct in the rest of the world - and the capital Beirut, a cosmopolitan city that is also a regional hub for nightlife and culture. And yet, the challenges to tourism in Lebanon remain as looming as the possibilities are tempting. Meditour 2014 was an opportunity to address these challenges, discussing openings and barriers to expanding Lebanon's tourism industry.

DIVERSE POSSIBILITIES

The focus of the forum on Lebanon, and especially on Beirut as a main cultural, intellectual and tourist destination in the Eastern part of the Mediterranean, would not be factual without acknowledging the regional instability that poses a grave threat to its tourism sector, as it does in large parts of the Mediterranean region. However, it also focused on the possibilities of expanding and improving tourist facilities, especially by maximizing the efficiency of existing programs such as the infrastructure and tourism regional development investment program supported by the European Investment Bank. This plan, with a price tag of one trillion dollars. aims especially at bolstering the airport capacity, including increasing the air fleets by 150%, and improving tourist lodging.

Beirut was in the spotlight during the forum that was inaugurated by Lebanon's Minister of Tourism, Michel Pharaon, along with Mohamed Choucair, the President of the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Beirut and Mount Lebanon, Miguel Valls, President of the Chamber of Commerce, Industry and Navigation of Barcelona, and Taleb Rifai from the General Secretariat of the World Tourism Organization. Other tourist destinations were also included in the discussions, with the President of the Municipality of Jbeil - also known as Byblos, a major tourist hub in the country, often claimed to be the oldest continuously inhabited city in the world. The session also included Union and Federation leaders, namely Pierre Achkar, President of the Lebanese Federation for Tourism Industries, as well as the President of the Syndicate of Restaurants, Paul Ariss and the President of the Association of Travel and Tourism Agents in Lebanon, Jean Abboud. The session also tackled cultural and environmental aspects of the tourism industry with Nora Joumblat, President of the Beiteddine Festival, and Rafic Bazerji, Ecotourism representative.

The possibility of Lebanon to become a center for ecotourism received special attention in this Week event. The participants in the special session on Lebanese tourism discussed sound strategies regarding green and sustainable development of the tourism sector, a main pillar of the whole process. A special session on green tourism was also organized during the Meditour Forum.

This year's event saw the 6th annual Eco Meda Green Summit, discussing sustainable development within the framework of green economy, as well as eco-efficiency and renewable energies.



The Summit also hosted, along with Meditour, the Mediterranean Solar Forum, the Mediterranean Forum for Economic Intelligence, Medacity, and the Global Eco Forum.

AWARD TO LEBANESE BUSINESSMEN

Each year, the Association the Mediterranean Chambers Commerce and Industry grants the ASCAME award in recognition of those who promote economic and social development of the Mediterranean region, but also those who promote a positive image of the region, tolerance and peace around the world. This year, Lebanese businessman, Jacques Saadé, received the award for his work connecting Beirut and Latakia with the rest of the Mediterranean. Saadé, Chairman and Chief Executive Officer of the CMA-CGM Group, launched the first CMA service between Marseilles. Alexandria, Latakia and Beirut in 1978, and has since then developed more than 50 services serving 68 ports in 24 countries.

The CMA-CGM Group is a leading container shipping company worldwide, and around 30% of its vessels travel by the Mediterranean sea. Speaking about the award, Saadé said he is convinced that economic growth is a strong factor of stability, and promised that his company will continue to call the ports of the Mediterranean Sea, as it has done since its establishment 36 years ago.

GROWTH AND CRISIS IN THE MEDITERRANEAN

The Mediterranean, while hit hard by the 2008-2009 financial crisis both on the individual, state and regional levels, remains a major economic hub. Over the past decade, the Week of Economic Leaders in the Mediterranean has received more than 10 000 businessmen and policy makers promoting Euro-Mediterranean cooperation across the cosmopolitan sea, focusing on deepened integration as a main tool for social and economic integration of the Mediterranean countries. The past two years, it has also organized the Summit of Islamic

Finance, expanding the scope and focus of economic research and knowledge in the region.

Aiming at realizing the aspirations of the region in both the social and economic fields through international cooperation across different sectors, the summit organized a variety of workshops and conferences, as well as the signing of a Partnership Agreement between the Union for the Mediterranean and the Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry, penning both organizations' commitment to promoting the region in partnership with the European Investment Bank and the European Institute of the Mediterranean. A main topic of the Meditour summit was identifying the needs and features of the future Mediterranean Agency of Tourism to provide all key agents in the industry the information needed in any decisionmaking process regarding tourism.

With its large and diverse number of participants, the Forum represented a major international networking platform for private and public actors in the Mediterranean region, and an essential space for exchanging expertise within the tourism region. It brought together more than 300 Chambers of Commerce and Industry from across the Mediterranean region, and members of all 23 countries bordering the Great Sea. For the Lebanese participants, increased cooperation in the region means, not only further integrating Lebanon within the Mediterranean economic sphere; it is also a learning process for making partnerships with other actors within

The full economic recovery of the Mediterranean is still far-off in the future. The North has been shaken by the Eurocrisis, unemployment and huge debt. The South has seen revolts, revolutions and civil wars. But commitment to Mediterranean partnerships and cooperation remains strong, and while the path towards a thriving green and sustainable ecotourism sector in Lebanon may seem filled with obstacles, the roadmap is already being drawn up.



A Green initiative within another







The GMI project participated on Sunday October 26th to the Car Free Day Event held in Sodeco Street. The Car Free Days constitute a platform to gather a large number of people every time in one sector of the city with the objective of reducing air pollution and noise in the city, reinventing the city as a breathable eco friendly, clean, and safe neighborhood. The event was organized by Achrafieh 2020 - an apolitical long term environmental driven initiative.

This initiative is not an isolated event; in fact it aims to be a pioneer action that will hopefully be transmitted to the entirety of Beirut and the rest of the Lebanese cities. Around 7000 adults, children and teenagers were present at the Discover Abdel Wahab Street Sodeco Car Free Day event which was held on a beautiful sunny Sunday from 10 am to 6 pm.



Sukleen recycling program enabled kids to learn about recycling and understand the concept of how to reuse and properly sort the recyclables by giving them the chance to explore, discover and enjoy a range of interactive games and activities. The kids were introduced to

and associate partners, the EU and ENPI CBC MED Programme.

All children were thrilled by receiving instant rewards when returning used containers. Parents, on the other hand, shared their appreciation for the GMI project, which will motivate their children to respect the environment through recycling repeatedly in a safe and efficient way.

The GMI project is standing out with its one of a kind Reverse Vending Machine recently introduced to Lebanon through the EU funding and the ENPI CBC MED program. •





SUKLEEN, the GMI's associate partner and one of the main partners of the event, introduced the revolutionary GMI Reverse Vending Machine (RVM). More than 50 exhibitors participated on that day and the activities covered a panel ranging from culture (books display) to sports, music (live bands and DJs), art (painting exhibition and kids drawing competition), in addition to a number of NGOs for blood donation, not to mention food stands, handmade accessories and special activities for the children.

the RVM, a rewarding machine that caught everybody's attention and interest, so they learned how to use it and were briefed on the concept of reward through the collection of points. The kids competed in collecting bottles and cans that would be inserted into the machine, to get back in return gift points.

The kids were also introduced to the concept of 3R's (Reduce, Reuse and Recycle) and up-cycling through different games (snake and ladder, green basketball, green bowling) all labeled with the logos of the GMI project, GMI partners





Lebanese Arbitration Center

For more information please call 1314 ext 171





Well Being Index in Lebanon: 45% are «suffering» in terms of «financial well-being»

A survey conducted by Gallup exploring worldwide perceptions of well-being shows that One in Five adults (19%) in Lebanon are considered «thriving» in at least three of the five elements of the Gallup-Healthways Global Well-Being Index.

In comparison, 13% of respondents in the Middle East & North Africa (MENA) and 17% worldwide said they are «thriving» in three or more elements of the index, according to the Lebanon this Week publication of Byblos Bank.

The Global Well-Being Index measures individuals' perceptions of their well-being based on five elements- purpose, social, financial, community, and physical. The survey classifies responses as «thriving» (strong and consistent well-being), «struggling» (moderate or inconsistent well-being), or «suffering» (low and inconsistent well-being).

The Global Well-Being Index is a global barometer of individuals' perceptions of their well-being and is the largest recent study of its kind. Data collected in 2013, across 135 countries and areas, and with more than 133,000 interviews, have been compiled into the State of Global Well-Being, a comprehensive report presenting the global demographics of well-being.

In terms of «financial well-being», the Lebanese people are considered «thriving» (35%) ranking on the 26th highest globally in comparison with 25% of respondents worldwide and rank on the sixth highest percentage in the Arab region, lower than Bahrain (48%), Kuwait, UAE, and Saudi Arabia. This category highlights respondents' ability to manage their economic life in a way that reduces stress and increases security. The survey also noted that remittance inflows from the Lebanese Diaspora contribute to the «financial well-being» of many Lebanese households. In contrast, 45% of Lebanese said they are «struggling» while 19% of respondents indicated they are «suffering» in terms of «financial well-being».

In parallel, the survey indicated that 16% of respondents in Lebanon are «thriving» in terms of «community well-being», compared to 22% in the MENA region and 26% worldwide. This category shows whether respondents like where they live, feel safe and have pride in their own community. The Lebanese who are «thriving» in this category are on the 21st lowest globally, similar to respondents from China, Gabon, Kenya, Lithuania, Nigeria and Uganda. It was also the third lowest in the region, better than the respondents in Tunisia and Syria. In contrast, 63% of respondents in

Lebanon said they are «struggling» and 20% admitted they are «suffering» in terms of «community well-being».

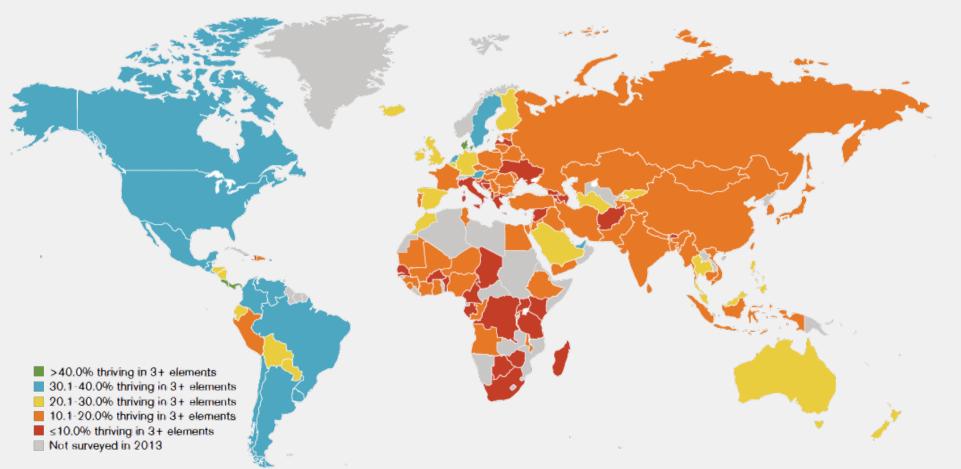
Furthermore, the survey showed that 32% of respondents in Lebanon are «thriving» in terms of «physical well-being», compared with 21% in the MENA region and 24% worldwide. This category highlights respondents' health condition and if whether they have enough energy to perform daily tasks. Lebanese who are «thriving» in terms of «physical well-being» are on the 25th highest globally, similar to respondents in Bolivia, Mauritania and the United States. It is also the fourth highest in the region, lower than only Saudi Arabia, the UAE and Morocco. In contrast, 57% of participants in Lebanon said they are «struggling» in terms of «physical well-being», while 11% of respondents revealed they are «suffering» in this element.

The survey's results are based on telephone and face-to-face interviews with approximately 1,000 adults per country that were conducted throughout 2013.

THE COST OF LIVING IN BEIRUT, THE HIGHEST IN THE MIDDLE FAST

The survey about well-being, especially with regard to the financial dimension, echoes another survey published by Euro Cost International (the «International's expatriates' cost-of-living survey» that is conducted on a yearly basis), which ranked Beirut in the 14th place globally for 2014, unchanged from 2013 and 2012. In parallel, Beirut remained the most expensive city in the Middle East for expatriate cost of living in the 2014 survey, unchanged since the 2010 survey. It had the 19th highest cost-of-living in 2009, the 13th highest in 2010 the 22nd place in 2011, according to the survey, and quoted by the Lebanon This Week of the Byblos Bank. The survey compares expatriates' living costs in major locations worldwide, including rent costs but excluding healthcare and education costs. The rankings are based on prices collected in June 2014 and updated at August exchange rates.

The cost of living in Beirut was considered to be higher than in Oslo, Guangzhou and Lausanne and lower than in Sydney, Zurich and Kinshasa in the Democratic Republic of Congo. Beirut is the only city from the Middle East among the 20 most expensive cities globally in terms of expatriates' cost-of-living. EuroCost International attributed the large changes in rankings to exchange rate fluctuations. Moscow remains the most expensive city in the world for expatriates in 2014. •







EXHIBITIONS

"Winter Fancy Food Show"

Location: San Francisco- U.S.A. Date: 11-13 January 2015

This is a trade event devoted exclusively to specialty food in North America targeting all food buying channels.

For more information: Website: www.specialtyfood.com

"Gulf Food 2015"

Location: Dubai – U.A.E. Venue: Dubai World Trade Center Date: 08-12 February 2015

This is an annual food and hospitality show that offers an opportunity to source and select from global product showcase.

For more information: Website: www.gulfood.com

"International Competitive Incentive packages to enhance investment"

Location: Addis Ababa Ethiopia Venue: Addis Ababa Exhibition Center Date: 19-25 February 2015

This event is organized by Addis Ababa Chamber of Commerce and Sectoral Associations under the title of Addis Chamber Meskerem International Trade

For more information: Phone: 00251115504647/48, 00251911410080/911427524 Fax: 00251115504649 Email: tradefair@addischamber.com Website: www.addischamber.com

"BAU Job Fair Exhibition 2015"

Location: Debbieh-Lebanon Venue: BAU Debbieh Campus Date: 21 April 2015

This event is organized by Beirut Arab University (BAU) and the Job Fair Committee and targets students and graduates from all faculties.

For more information: Phone: 00961 1 300110 Ext: 2329 or Ext: 2678

Fax: 00961 1 818402 Ext: 2767 Email: jobfair@bau.edu.lb Website: www.bau.edu.lb

"Beauty World Middle East 2015"

Location: Dubai – U.A.E. Venue: Dubai International Convention and Exhibition Center Date: 26-28 May 2015

This is an international trade fair for beauty products, hair, fragrances and wellbeing in the Middle East.

For more information: Phone: 0097143894541 Fax: 0097143585533 Email: krishantha.medagama@uae. messefrankfurt.com

Website: www. messefrankfurt.com



BUSINESS OPPORTUNITIES

"Vilnius Podium UAB"

Location: Lithuania - Europe
This company offers business solutions
and advisory services inquired for
penetrating a market, optimise costs and
find a business partner.

For more information: Phone/Fax: 00370 5219 0022 Email: office@vilniuspodium.com Website: www.vilniuspodium.com

"Punj Lloyd"

Location: India

This company provides integrated design, engineering, procurement, construction and project management services in the energy and infrastructure sectors and is seeking to establish business relations with Lebanese companies.

For more information: Phone 0091 124 262 0123 Fax: 0091 124 262 0111 Email: info@punjlloyd.com Website: www.punjlloyd.com

"Hisense"

Location: China This is a global electronic and information conglomerate and is seeking to establish business relations with Lebanese companies.

For more information: Phone: 053280878348 Email: maxueyan@hisense.com Website: www.hisense.com

"Ehtiopian Women Exports' Association (EWEA)"

Location: Ehiopia EWEA is looking for potential market and importers for export products related to different sectors like handicrafts, textiles, leather, honey, coffee, oil seeds, agriculture and food.

For more information: Phone/Fax: +251114671781 Email: ewef@ethionet.et / ethwef2000@yahoo.com Website: www.ethwea.org

Lebanon in Figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US\$	Details
10	Growth	%1.50		2014 - Estimated
11	GDP (in constant Prices 2010)	61,707	40.92	2014 - Estimated
12	GDP (in current prices)	67,558	44.80	2014 - Estimated
20	Inflation (%)	%4.00		2014 · Estimated
	CPI	%0.78		Dec2013Sep.2014
21	M1	8,247	5.47	September 2014
22	M2	72,207	47.88	September 2014
23	M3	174,969	116.03	September 2014
24	M4	185,269	122.86	September 2014
30	Balance of Payment	1,131-	0.75-	Oct2013Sep. 2014
31	Current Account	16,437-	10.90-	Jan.2013 · Dec.2013
32	Balance of Trade	26,812-	17.78-	Oct2013Sep. 2014
40	Unemployment	%8.10		-2013 Estimated
41	Working force	%45.80		-2013 Estimated
42	Population	4.16 Mn		2014 - Estimated
43	Population 64 - 15 y.	2.72 Mn		2014 - Estimated
51	State Budget Deficit	5,877-	3.90-	Jul2013 Jun. 2014
52	Budget Revenues	14,780	9.80	Jul2013 Jun. 2014
53	Budget Expenditures	20,657	13.70	Jul2013 Jun. 2014
54	Public Debt	99,467	65.96	September 2014
55	Debt Service	6,072	4.03	Jul2013 Jun. 2014

Sources: ABL (54), BDL (21,22,23,24,30, 31), CAS (11,20,41, 42, 43), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55), Worldbank (10) •





CONFERENCES

"The Global Lebanese **Entrepreneurs and Investors Summit"**

Location: Beirut - Lebanon Venue: Phoenicia Hotel Date: 22 December 2014

This event offers a unique opportunity to meet Lebanon's most promising entrepreneurs, to connect with Lebanon's most active investors and to engage with leading expatriate Lebanese investors.

For more information: Website: https://www.eventbrite. com/e/the-global-lebaneseentrepreneurs-and-investors-summittickets-13255969963

"Saudi Industrial Development Forum for Promising Regions"

Location: Riyadh - K.S.A. Venue: Four Seasons Hotel Date: 13-14 January 2015

The main target of this event is to improve economic diversification and create job opportunities.

For more information: Phone: 0096611 2932769 Fax: 0096611 2931837 Email: SRIDF@iktissad.com

"2015 SME's Business **Development Conference**"

Location: Cairo – Egypt Venue: Fairmont Nile City Date: 14-15 January 2015

The main target of this event is to promote the role of regulators in promoting SME's financing.

For more information: Phone: 0020224619770 Fax: 0020224619595

Email: hazem.moheyeidin@fairmont.

com

"Burundi Business, Industrial **Development & Investment**

Location: Bujumbura – Burundi Date: 21-22 January 2015 Investors, financiers and developers from the infrastructure, construction, transport, logistics, industrial, energy, natural resources, agriculture sectors are invited to explore and discuss existing projects and future opportunities for establishing business and operations in the African economy.

For more information: Phone: 003226621612 Email: info@euroconventionglobal.

"Strategic Performance Program"

Location: Kaslik- Lebanon Venue: Holy Spirit University of Kaslik-USEK

Date: 22-24 January 2015

The objectives of the seminar are to learn an integrated employee management system; understand and practice how to assess ambiguous environments and frame robust strategies by using innovative strategic processes and appropriate managerial behaviors; develop personal convictions about the organizational environment and behaviors required to develop robust strategies for complex environments in order to develop high performing employees; create personal development plans for continuous improvement of skills.

For more information:

Phone: 00961 9 600 800 - 844 858 | Email: fgsc@usek.edu.lb

Website: usek.edu.lb

"State Aid for Environmental and **Energy Projects**"

Location: Berlin Date: 09-10 February 2015

This seminar provides practitioners with a set of new guidelines for avoiding risks within energy and environmental projects.

For more information: Phone: 004930802080246 Fax: 004930802080259

Email: regina.luening@euroacad.eu Website: http://www.euroacad.eu

"Kuwait International Health, Safety & Environment (KIHSE)"

Location: Kuwait Venue: Kuwait Regency Date: 16-17 February 2015

KIHSE addresses the key HSE topics of the three streams: Health, Safety and Environment.

For more information: Phone: 00 44 20 3488 1190 Email: pgilbert@gep-events.com Website: http://www.kihse.com/ delegate-registration/

"From Strategy Formulation to Implementation"

Location: Kaslik- Lebanon Venue: Holy Spirit University of Kaslik-USEK Date: 19-21 February 2015

The objectives of this seminar are to recognize the change principle as a key inducer in strategy formulation and as a major barrier in its implementation; understand the structure alignment process and its importance on the strategy success; learn how to cascade business strategy into detailed action plan as a road map for strategy implementation; discover the details challenge of the strategy implementation within the global view context of the strategy formulation; explore the different metrics to monitor individual and SBUss performance in line with strategic objectives.

For more information: Phone: 00961 9 600 800 - 844 858 | Email: fgsc@usek.edu.lb Website: usek.edu.lb

"8th Arab-German Health Forum"

Location: Berlin- Germany Date: 26-27 February 2015

This event is organized by the Ghorfa Arab-German Chamber of Commerce and Industry in cooperation with its German and Arab partners and it brings together experts and decisionmakers from business, politics and science to mutually address the most pressing issues facing medicine and healthcare in the coming decade.

For more information: Phone: 0049 (0)30 27 89 07-0 Fax: 0049 (0)30 27 89 07-49 Email: events@ghorfa.de

"SISAB Portugal 2015"

Location: Lisbon - Portugal Date: 02-04 March 2015

This is an international trade fair for Portuguese Food and Beverage sector as well as complementary sectors such as Crockery, Cutlery, Plastic (utensils), Logistics, Ports, Transport and Restaurants.

For more information: Phone: 00351210347246 Fax: 00351217957665

Email: ahmed.moustafa@sisab.org

"5th International Scientific **Conference on Small Ruminant Production**"

Location: Sharm El Sheikh – Egypt Date: 10-15 March 2015

This conference will highlight on events affecting sheep and goats production. It will also focus on the breeding & genetics, physiology & adaptation, wool & hair technology, veterinary medicines, nutrition and more.

For more information: Phone: 0020233374889 Fax: 0020233371994 Email: easg.2001@gmail.com Website: www.easg-eg.com

"Eurasia Business Forum"

Location: Almaty - Kazakhstan Date: 23-24 April 2015

EBF is an international communication platform and an effective tool to search for clients and partners; representatives of government agencies, national companies, top management of companies in the real sector of the economy, banks, multinational and investment companies, international experts, prominent thinkers, innovators and private investors from different countries.

For more information: Phone/Fax: 07 (727) 349 44 00 Email: forum@ebf.kz / info@ebf.kz

Website: www.ebf.kz

Directeur responsable: Rabih Sabra, Conseiller économique: Roger Khayat

Administrateur: Elham Chehaimi Rahal, Rédacteurs: Bachir El Khoury,

Marilyne Jallad, Youmna Naufal, Coordinateurs: Irene Ballouz, Roula Itani Younes,

ECONEWS est disponible sur: www.ccib.org.lb

Maquette: Integrated Communications, Rita Nehmé



Immeuble CCIA-BML, Rue 1 Justinien, Sanayeh PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban econews@ccib.org.lb Hotline: 1314 ext: 162

in

T: 961 1 353 390 ext: 162













JOUNIEH BRANCH

T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH

T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb